

GRENOBLE : Une leçon pour la gauche française

(Page 3)

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



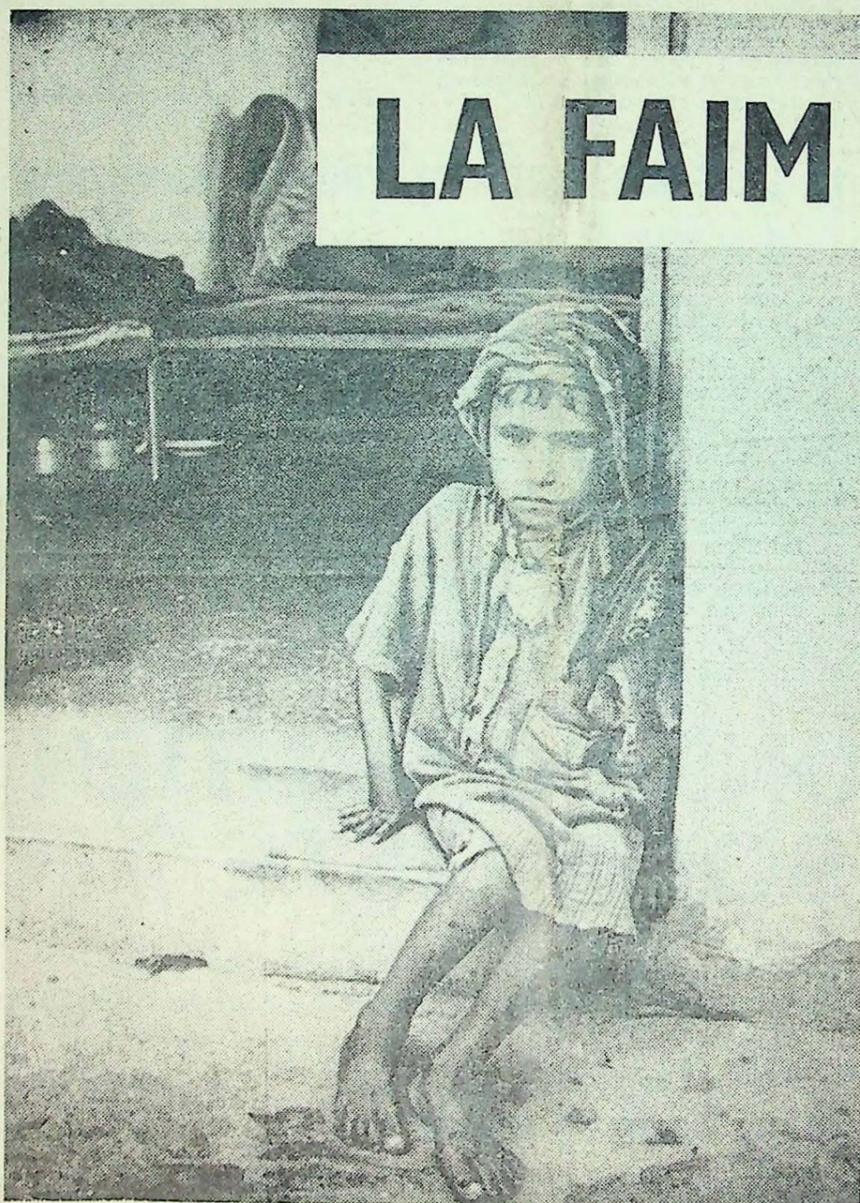
DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 234. — 3 AVRIL 1965



(Photo A.D.P.)

LA FAIM DANS LE MONDE

*Les appels à la générosité
La charité
La bienfaisance*

ne sont pas des solutions

Il faut appliquer un

PLAN MONDIAL DE LUTTE

*remettant en cause les vieilles
structures de la société capitaliste*

(Page 9.)

**SOLIDARITÉ AVEC LES
SOCIALISTES ET LES
DÉMOCRATES MAROCAINS
LUTTANT CONTRE LE
POUVOIR PERSONNEL**

(Page 8.)



(Photo Keystone.)

Courrier des lecteurs

• Suggestions pour le prochain congrès national

Plusieurs lecteurs de T.S. ont fait connaître leur manière de voir sur la question du « socialisme de pensée » posée par Pierre Précias.

Il semble qu'à la suite de ces interventions, trois questions devraient être portées à l'ordre du jour des prochaines assises nationales du parti :

1° — Le parti doit-il ou non modifier ses méthodes dans le sens d'une intervention plus directe et plus étroite auprès des masses populaires ?

2° — T.S. doit-elle sacrifier les rubriques littéraires et artistiques, qu'on peut considérer comme superflues dans un hebdomadaire politique, au profit de l'éducation politique ?

3° — L'abonnement à T.S. doit-il être rendu obligatoire pour tous les adhérents et, dans le cas de l'affirmative, l'augmentation considérable du nombre des abonnés permet-elle d'envisager : a) la réduction générale du prix de l'abonnement ; b) ou bien, ce qui serait plus démocratique, une réduction importante pour les adhérents de ressources modestes ?

Charles Brugie, Paris-XII.

• Pour l'augmentation du prix de « T.S. »

Vous nous faites part de vos difficultés financières. Croyez-vous qu'une augmentation du prix de T.S., un franc par exemple, serait mal accueillie ? Faites le tour des autres publications politiques hebdomadaires et vous voyez qu'un franc c'est un minimum. Cette augmentation du prix étant compensée par deux ou quatre pages de cette fameuse rubrique d'éducation politique, en plus des rubriques actuelles.

Maurice Rouhiez, Lille.

• Pour le maintien de la rubrique « Arts et Lettres »

Très intéressante la lettre de François Letzguis qui voudrait voir figurer dans T.S. des pages d'éducation politique. Rappeler au militant les solutions socialistes du P.S.U. à tous les problèmes contemporains, c'est le meilleur moyen de le garder disponible, parce que clairement informé, au jour le jour.

Mais pourquoi donc supprimer la critique cinématographique, théâtrale ou de tout autre activité artistique ? Certes, « on en trouve à peu près dans tous les journaux », mais ce n'est pas choquant d'en trouver dans un hebdo politique, à condition toutefois qu'une sélection sévère y soit faite (Goldfinger, ça n'est pas sérieux, laissons cela à France-Soir).

• Sur Cuba

Toujours préoccupé par l'idée que le parti ne fait pas son devoir d'éducation du peuple, je m'irrite souvent de voir traitées dans T.S. des questions internationales qui ne peuvent intéresser les couches populaires qu'à partir du moment où elles ne seront plus obsédées par leur propre situation. Les ouvriers français, quand notre journal évoque des événements du Vietnam ou du Congo, sont enclins à penser : « Qu'on s'occupe de nous d'abord ! » C'est pourquoi je ne suis pas d'avis de consacrer, pour le moment, aux affaires extérieures, des pages qui seraient plus judicieusement employées à faire un cours élémentaire d'économie politique et de droit constitutionnel.

Votre reportage sur l'enseignement à Cuba ne m'en a pas moins intéressé au plus haut point en ce que cet effort du gouvernement socialiste d'un pays sous-développé constitue un exemple que nous devons méditer. Sans doute, la situation de Cuba et

celle de la France, celle du gouvernement cubain et celle du P.S.U. ne peuvent se comparer. Mais il reste que ce que le gouvernement cubain fait pour l'alphabétisation, le P.S.U. devrait s'efforcer de le faire pour l'éducation politique des masses travailleuses françaises. Et il devrait, en premier lieu, prendre contact physiquement avec elles afin de déclencher le mouvement d'attraction nécessaire pour éveiller le désir de s'instruire.

Ainsi, votre reportage sur Cuba prend, à mes yeux, une grande importance en raison de l'état d'esprit qu'il décèle et de l'exemple de démocratisation qu'il donne.

C. B.

• Pour l'abonnement obligatoire des membres du P.S.U.

J'ai été très intéressé par la suggestion de notre camarade Charles Brugie, dans T.S. de cette semaine, qui consisterait à rendre l'abonnement de T.S. obligatoire pour les militants en appliquant une « échelle » qui correspondrait aux ressources de chacun.

Je crois qu'il serait facile aux trésoriers de section d'établir le « quotient familial » de chaque militant en appliquant la règle suivante :

Total des salaires, ressources, gains de l'ensemble de la famille. Nombre de personnes au foyer (parents, enfants, personnes à charge).

Ensuite un barème, à discuter, pourrait être établi en fonction de ce quotient familial. Voici un exemple de barème qui pourrait être étudié :

Cotisation « T.S. » obligatoire	Quotient familial mensuel
10 F	moins de 250 F
15 F	de 250 à 500 F
25 F	de 500 à 750 F
30 F	de 750 à 1.000 F
45 F	de 1.000 à 1.250 F
60 F	de 1.250 à 1.500 F
80 F	de 1.500 à 2.000 F
100 F	plus de 2.000 F

Je pense qu'une telle formule permettrait d'augmenter le tirage de T.S. sans augmentation proportionnelle de son prix de revient. Elle procurerait au journal des recettes assurées et supérieures à celles enregistrées à l'heure actuelle.

Mettre T.S. entre les mains de tous les militants me paraît une des tâches prioritaires du parti du point de vue de l'information et de la propagande.

Qu'en pensez-vous ?

J. Desmoulin, Saintes.

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME COMMUNIQUE :

La Ligue des Droits de l'Homme exprime la très profonde émotion et l'inquiétude que ne peut manquer de provoquer dans l'opinion l'emploi des gaz au Vietnam.

Elle observe que l'usage des gaz est contraire au protocole de Genève du 17 juin 1925, qui prohibe l'usage des « gaz asphyxiants, empoisonnants et autres » ; qu'il va à l'encontre des règles élémentaires d'humanité ; qu'il suscite un mouvement d'horreur dans l'opinion mondiale ; qu'il est contraire à l'esprit démocratique dont se réclame la nation qui l'emploie...

...La Ligue des Droits de l'Homme constate avec un amer regret que l'expérience n'enseigne pas plus les nations que les hommes. Tout de

même que la guerre d'Indochine, la guerre du Vietnam ne saurait avoir d'issue victorieuse pour aucun des belligérants. Elle souhaite que les groupes de nations engagées au Vietnam comprennent au plus vite le péril que représente pour la paix du monde la poursuite des hostilités qui entraîne fatalement, comme le montre l'usage des gaz, leur aggravation. Elle demande instamment que, sans vain souci de point d'honneur, les belligérants et les nations qui les soutiennent acceptent de participer à des négociations qui rétabliront la paix au Vietnam. Le véritable honneur, pour un État, est de servir la paix et de demeurer fidèle, en toute circonstance, à l'idéal humain.

CAMPAGNE DE BONS DE SOUTIEN A TRIBUNE SOCIALISTE

L'activité déployée par nos camarades pendant la campagne municipale leur a fait délaisser quelque peu le placement des Bons de Soutien de « T.S. ». - Les succès obtenus par le P. S. U. sont un encouragement à continuer les efforts entrepris.

DES MAINTENANT.

- dans la foulée des élections
- en préparant le Congrès National

placez **LES BONS DE SOUTIEN**

Comme l'année dernière, cette vente doit nous permettre de passer le cap difficile des vacances et surtout de développer notre hebdomadaire. — D'un prix modique (1 F), les bons de soutien sont groupés par carnets de 10.

Voici la liste des lots :

- 1^{er} lot. — Une voiture Renault R 4 L.
- 2^e lot. — Un combiné stéréophonique.
- 3^e lot. — Un réfrigérateur.
- 4^e lot. — Une caméra avec étui.
- 5^e lot. — Un électrophone.
- 6^e lot. — Un bateau pneumatique.

- 7^e lot. — Un magnétophone.
- 8^e lot. — Un aspirateur.
- 9^e lot. — Un poste transistor.
- 10^e lot. — Un appareil photo avec étui.
- Du 11^e au 20^e lot. — Un rasoir Remington ; du 21^e au 30^e lot. — Un coffret Kodak ; du 31^e au 40^e lot. — Un duvet ; du 41^e au 50^e lot. — Un

- matelas pneumatique ; du 51^e au 60^e lot. — Un lit de camp ; du 61^e au 70^e lot. — Un jeu de ping-pong ; du 71^e au 80^e lot. — Un livre d'art ; du 81^e au 90^e lot. — Un album de disques ; du 91^e au 100^e lot. — Un fer Thermor ; du 101^e au 110^e lot. — Un combiné Marinette ; du 111^e au 1.110^e lot. — Un disque 45 tours ou un livre.

soit au total 1.110 lots, représentant plus de 3 millions d'anciens francs. Le tirage aura lieu le 29 mai 1965 - Les lots devront être retirés avant le 30 juin 1965

La vente des carnets est assurée sous la direction de responsables fédéraux qui répartissent les carnets entre les sections (chacun de ces responsables vient de recevoir une attribution de carnets).

Les isolés ou sympathisants qui ne pourraient se procurer des carnets à l'échelon fédéral, peuvent passer des commandes directement à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e, à condition

de payer à la commande (10 F le carnet). C.C.P. Denise Garnier n° 20 898 21 Paris. Amis lecteurs, aidez-nous à faire de cette campagne un grand succès qui permettra à TRIBUNE SOCIALISTE de mieux vous satisfaire.

GRENOBLE : Un choix politique et non une formule magique

ON a beaucoup écrit depuis quinze jours, un peu à tort et à travers, sur Grenoble.

Pour M. Duverger, la « stratégie de Grenoble » est une stratégie politique qu'il souhaiterait voir adopter par la S.F.I.O. de préférence à la stratégie de Marseille.

Pour M. Servan-Schreiber, Grenoble est le laboratoire où l'on peut relancer un defferrisme un peu défraîchi par les élections de Marseille.

Pour M. Viansson-Ponté, c'est le triomphe de l'« apolitisme » d'une « départisation » autour du mythe Dubedout contre les partis... sans compter les interprétations plus ou moins délirantes d'hebdomadaires de droite ou d'extrême-droite.

La vérité est sans doute plus simple, même si elle ne correspond pas tout à fait aux désirs des faiseurs de mythes et des journalistes, professeurs et stratèges, qui cherchent à escamoter les réalités sociales, économiques et politiques avec leur tarte à la crème de la « personnalisation du pouvoir ».

La vérité, c'est d'abord qu'à Grenoble plus qu'ailleurs, le conflit entre le nouveau et l'ancien est plus immédiatement apparent et plus brutal que n'importe où ailleurs, et c'est pourquoi Grenoble demeure un exemple sans doute d'avant-garde qu'on ne saurait trop généraliser, ni surtout confondre avec le désir de stabilité exprimé par les électeurs de Bazerque à Toulouse ou de Pradel à Lyon.

IL ne faut pas non plus interpréter Grenoble à partir des théories sur le centrisme qu'il s'agisse du centre droit ou du centre gauche, car Grenoble est surtout une ville qui s'inquiète de son avenir économique, malgré, ou à cause,

Communiqué du Bureau national

Le P.S.U. tient à exprimer son émotion devant les événements qui ensanglantent actuellement le Maroc.

Les violences policières dont sont victimes les étudiants et la population de Casablanca, de Rabat et de Fez, rappellent d'autres répressions que nous avons jadis dénoncées.

Le P.S.U. se sent solidaire des démocrates et des socialistes marocains qui luttent contre un régime de pouvoir personnel.

du dynamisme des vingt dernières années. C'est la ville marquée tout entière profondément par l'affaire Neyrpic. C'est aussi une ville où les nouveaux habitants affluent avec des structures sociales nouvelles et s'intègrent rapidement en prenant très vite des initiatives et en obligeant la vieille cité à se transformer.

Les besoins collectifs, sociaux, culturels, sportifs ou autres sont exprimés particulièrement par les couches sociales nouvelles, par l'intermédiaire d'organismes nombreux et vivants en face desquels la municipalité sortante U.N.R. - Indépendants - M.R.P. - Radicaux s'est murée dans la gestion traditionnelle des notables classiques de la bourgeoisie ancienne (cette même bourgeoisie qui, dans d'autres grandes villes, a réussi à renforcer sa position).

C'EST donc du climat social et politique de Grenoble que vient le succès, de l'alliance réalisée entre syndicalistes, cadres et universitaires au moment de l'affaire Neyrpic et de la protestation organisée contre un sous-équipement culturel et social.

LE succès de la liste S.F.I.O.-P.S.U.-G.A.M. à Grenoble n'est ni le succès d'un homme — il n'y a pas de mythe Dubedout — ni le succès d'une des composantes.

La S.F.I.O. aurait pu à Grenoble, comme à Marseille, rechercher l'alliance de droite avec M.R.P., radicaux et indépendants. Elle aurait peut-être eu un maire socialiste, élu dans les conditions où l'a été G. Defferre. Elle a accepté, non sans quelque courage, une solution plus audacieuse qui correspond à une analyse politique et sociale qui s'est trouvée confirmée. Elle a accepté pour cela de présenter une équipe nouvelle.

Le groupe d'action municipale a été constitué, non pas par des « apolitiques », mais par des hommes qui, depuis des années, militent dans les syndicats, les unions de quartiers, les mouvements culturels ou de jeunes. Hubert Dubedout n'est pas « l'apolitique » qu'imagine M. Viansson-Ponté, mais un homme qui sait que diriger une municipalité, c'est faire un certain nombre de choix politiques à la suite d'une discussion démocratique non seulement au Conseil municipal, mais aussi avec les organismes représentatifs de la population.

D'ailleurs, nous n'avons, en aucune

manière, personnalisé la campagne électorale ; nous n'avons pas opposé un homme à un autre, mais une équipe toujours collégiale, des choix politiques, une méthode de discussion démocratique.

Quant au P.S.U., il n'est nul besoin pour lui de tirer la couverture à lui. Il a appliqué, dans une situation politique favorable, la ligne de conduite définie dès le Congrès de Clichy : recherche de l'alliance des partis avec les militants syndicalistes, les animateurs des organisations culturelles et sociales, des mouvements de jeunes, etc. Nous avons recueilli sur cette conception aussi bien l'accord de la section S.F.I.O. que du groupe d'action municipale.

Le parti communiste a opposé sa conception classique : alliance prioritaire P.C.-S.F.I.O. ainsi que son idée de son rôle dirigeant dans la gauche. Il n'a pas compris à Grenoble le sens des mutations qui commencent à s'opérer. Lorsque nous avons mis en avant, à maintes reprises, la nécessité pour la gauche d'associer à l'action des partis les militants syndicalistes et les animateurs sociaux, culturels, etc., nous n'avons jamais été compris ou entendus par les responsables communistes. Mais il est vrai que nous avons porté la discussion dans les entreprises et nous ne croyons pas avoir pour cela fait reculer les problèmes de l'unité, bien au contraire. La preuve en est que c'est une discussion démocratique à tous les échelons au sein du parti communiste qui a conduit au retrait de sa liste contre l'U.N.R. au second tour.

LA plus grande vérité enfin est que le plus difficile reste à faire — surtout avec la redoutable échéance des Jeux Olympiques — et la nécessité d'affronter les problèmes posés par un développement de la ville qui n'a cessé depuis vingt ans d'être en avance sur les équipements.

Grenoble, ce n'est pas une formule magique après d'autres qui n'ont laissé depuis des années qu'un peu de fumée derrière elles, c'est dans le travail collectif de la nouvelle équipe municipale et dans sa politique pendant les six prochaines années que nous espérons pouvoir tirer les leçons les plus favorables pour l'ensemble de la gauche.

Jean VERLHAC,

Membre du bureau national du P.S.U.,
maire adjoint de Grenoble.

MUNICIPALES

Les résultats dans les Côtes-du-Nord.

SAINT-BRIEUC. — Yves Le Foll, conseiller général P.S.U., a été élu maire. Le premier adjoint est communiste. Jeanne Mazier, deuxième adjointe.

Après le beau succès de Saint-Brieuc, il nous reste à mentionner les autres succès du P.S.U.

23 maires P.S.U. réélus

- **BEGARD.** — François Clech, conseiller général (11 P.S.U., 6 P.C., 3 action travailliste, 3 indépendants de gauche).
- **BOQUEHO.** — Le Roy.
- **LE FOEL.** — Henri Le Cardinal, plus 3 P.S.U.
- **LAMBALLE.** — Lanoe.
- **PLESSALA.** — Simone Darcel.
- **PLEUBIAN.** — François Marjou.
- **PLOEUC.** — Louis Morel, conseiller général, plus 4 P.S.U.
- **PLOEZAL.** — Yves Henry, plus 1 P.S.U.
- **PLOUBAZLANEC.** — Marcel Le Guyader, conseiller général, plus 2 P.S.U.
- **PLOUER-SUR-RANCE.** — Joseph Chas.

- **PLOUMAGOAR.** — Louis Feromest.
- **POMMERIT - LE - VICOMTE.** — François Nicolas, plus 3 P.S.U.
- **LA ROCHE-DERRIEN.** — François Clech.
- **SAINT-GELUEN.** — Léon Launay, conseiller général.
- **SAINT-GILDAS.** — André Pleven.
- **SAINT-MAYEUX.** — Léon Serandour, conseiller général, plus 4 P.S.U.
- **SAINTE-TREPHINE.** — Albertine Le Provost.
- **SAINT-YGÉAUX.** — Denis.
- **TREBIVAN.** — François Le Goff.
- **TREDREZ.** — Joseph Le Calvez.
- **TREFUMEL.** — Cathou.
- **YFFINIAC.** — Auffray.
- **YVIAS.** — Alexis Le Luyer.

2 maires P.S.U. élus

- **GOMMENEK.** — Pierre Le Coquil, conseiller général.
- **LANGUEUX.** — Gueno.

DES CONSEILLERS MUNICIPAUX P.S.U. :

A Corlay (3), Erquy (1), Lanvollon (1), Noyal (3), Pedervec-Pontrieux (1), Runan (1), Saint-Bihy (1), Vieux-Bourg (1).

Rectificatif. — René Desmeroux, élu à Sainte-Colombe, n'appartient plus au P.S.U.

PUY-DE-DOME

- **CHADELEUF.** — Lucien Fedit, élu.
- **CHARBONNIER - LES - MINES.** — André Bruhat, maire P.S.U., réélu.
- **COURTIERE.** — Joseph Gardette, maire P.S.U., réélu.
- **LES MARTRES-SUR-MORGE.** — Gabriel Seguin, réélu.
- **MONTON.** — Maurice Chauchat, Claude Favard, Roland Graverol, élus.
- **NESCHERS.** — Robert Oléon, maire P.S.U., réélu.
- **THURET.** — Marcel Balny, réélu.

SAVOIE

- **SAINT - MAURICE - DE - RHOTERENS.** — André Borqey, élu.
- **VALLOIRE.** — Pierre Philippe, élu.

SEINE-ET-MARNE

- **FAREMOUTIERS.** — La liste conduite par notre camarade Martin emporte tous les sièges, sauf 3.
- **MOUROUX.** — La liste emmenée par notre camarade Ramonet emporte tous les sièges, sauf 5 au maire sortant.

Rectificatifs. — A Melun, la liste du P.C. ne comportait pas de membre du P.S.U.; à Dammarie, malgré l'échec de pourparlers entre le P.S.U. et le P.C.F., celui-ci a accepté dans sa liste des conseillers sortants, non communistes dont un membre du P.S.U., Pivois, qui a des chances d'être élu adjoint.

national à l'urbanisme, et Robert Silber, secrétaire fédéral adjoint.

VOSGES

- **SAINT-DIE.** — Pierre Noël (P.S.U.) est élu maire à la place de l'U.N.R. Mansuy, battu.

SEINE

- **ALFORTVILLE.** — Guy Poilvé, 2^e adjoint (Budget).
- **COLOMBES.** — René Meran, 5^e adjoint (Habitat).
- **LEVALLOIS.** — Jules Pager, 5^e adjoint (Sports - Jeunesse).
- **FONTENAY-AUX-ROSES.** — Charles Baux, 3^e adjoint (Bâtiment); Roger Petit, 4^e adjoint (Enseignement).

Maury démission ! réclament les Manceaux.

Plus de 3.000 manifestants, malgré l'interdiction préfectorale, sont venus aux abords de la mairie du Mans dire au Conseil municipal proclamé « élu » ce qu'ils pensaient de cette usurpation.

Le premier acte du nouveau maire, M. Maury, fut de signer la réquisition de deux escadrons de C.R.S., mais depuis longtemps la police avait fait évacuer la place de la Mairie.

Jusqu'à minuit, longtemps après le départ (très discret) des édiles provisoires, les slogans alternaient avec la « Marseillaise ».

Cette manifestation, trois jours après le meeting de protestation qui rassembla 6.000 personnes sous la présidence de notre camarade Bourneuf, atteste de la colère des Manceaux, réputés pondérés.

Il y a de quoi. Le soi-disant « mai-

re » a déclaré : « Cette élection, nous le savons, est contestée par nos adversaires, mais nous pensons que puisqu'on se dit démocratique doit s'incliner devant le verdict populaire même s'il ne s'explique que par une avance de quelques voix ».

Or le verdict a donné une certaine de voie d'avance à la liste d'unité. L'annulation des votes par correspondance est intervenue parce qu'ils s'exprimaient au moyen de circulaires au lieu de bulletins, que cette catégorie d'électeurs n'avaient pas tous reçus.

Alors que M. Maury s'en aille, avec ses centristes et ses « hommes de gauche » qui se satisfont de bénéficier d'une élection faussée. Sinon, le tribunal administratif les chassera de leurs sièges mal assurés.

La section P.S.U. du Mans.

Communiqué de la Fédération de Paris.

La Fédération de Paris du P.S.U., à l'issue des élections municipales des 14 et 21 mars et à la veille de la constitution du Bureau du Conseil municipal, constate que :

— d'une part, l'U.N.R. dont le propos, affirmé au soir du 14 mars par le ministre de l'Intérieur, était de conquérir la majorité du Conseil municipal de Paris, a échoué dans sa tentative et ne représente plus à Paris qu'une minorité battue ;

— d'autre part, le centrisme dont M. Legaret s'est fait le porte-parole, n'est qu'une nouvelle version de la droite classique, sans perspectives et sans orientation.

Dans ces conditions, les élus de l'Union démocratique ont emporté les élections dans six secteurs de Paris et ont recueilli les suffrages de centaines de milliers de Parisiens. Ceci leur donne droit de réclamer la direction

de la Ville de Paris, afin d'assurer une gestion démocratique de la capitale et de mettre un terme aux mesures de colonisation prise par le gouvernement.

Le P.S.U. pour sa part :

— appelle les forces de gauche à s'unir et à prolonger l'action entreprise au cours des élections qui viennent de se dérouler ;

— leur demande de présenter des candidats communs à tous les postes de direction du nouveau Conseil municipal ;

— déclare dès aujourd'hui qu'il ne saurait cautionner la moindre tentative de déformer la volonté des électeurs en amenant par exemple les élus démocratiques à porter leurs suffrages sur des personnalités qui ont de tout temps combattu et la démocratie et le socialisme.

STAGE NATIONAL « ENTREPRISES »

Le Parti organise, du 17 au 23 mai 1965, dans la région parisienne, un stage national d'études sur les problèmes des entreprises.

Trois journées seront consacrées à la gestion économique et financière des entreprises et au fonctionnement du capitalisme, deux journées à la vie et au travail du mouvement syndical dans l'entreprise, deux journées au mouvement syndical et aux relations partis-syndicats.

Tous les camarades que ce stage intéresse sont invités à demander au service de formation les renseignements pratiques complémentaires, notamment au sujet des congés.

Les secrétaires fédéraux et les secrétaires de section encourageront les

militants les plus actifs à participer à ce stage. G. Servet.

La Commission internationale demande aux Fédérations, sections et correspondants du parti, de lui faire parvenir les noms et adresses de leurs militants et sympathisants partis à l'étranger et notamment dans les pays du tiers monde.

Élections des conseillers municipaux.

SEINE-MARITIME

LE HAVRE. — René Cance, communiste, a été élu maire du Havre. Le Conseil municipal compte 3 adjoints P.S.U. : Louis Nedelec à la voirie, Louis Pointier à l'urbanisme, André Heudron aux Beaux-Arts.

CORREZE

BRIVE. — Notre ami Labrunie a été élu maire, Gérard Denecker, membre du C.P.N., secrétaire fédéral, est adjoint.

ISERE

GRENOBLE. — Parmi les adjoints du maire Hubert Dubedout, figurent Jean Verlhac, membre du bureau

WEEK-END DE FORMATION

Le prochain week-end organisé dans la région parisienne aura lieu les samedi et dimanche 1^{er} et 2 MAI 1965

sur le thème suivant :

POURQUOI LA CHINE FAIT-ELLE SA BOMBE ?
Equilibre mondial et développement économique

BULLETIN D'INSCRIPTION

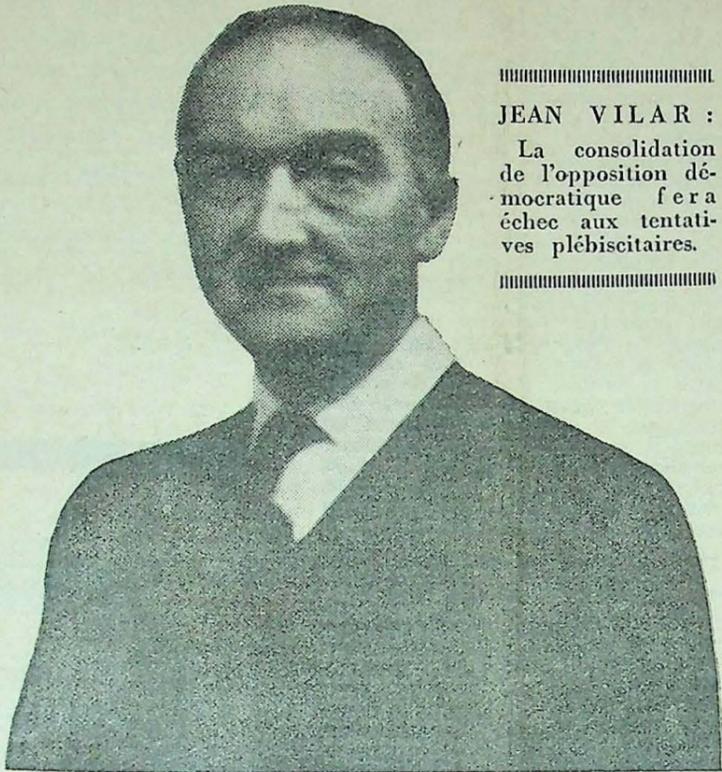
(à renvoyer aux responsables formation de la Fédération de Paris ou de Seine-Banlieue, 81, rue Mademoiselle)

Nom
Prénom
Adresse

Inscrivez-vous et faites inscrire amis et sympathisants. Les frais (deux repas et une nuit) seront de l'ordre de 20 à 25 F. Une garderie d'enfants sera organisée.

ÉLECTION A LA PRÉSIDENTENCE DE LA RÉPUBLIQUE

50 écrivains, artistes, universitaires souhaitent un candidat unique de la gauche



JEAN VILAR :

La consolidation de l'opposition démocratique fera échec aux tentatives plébiscitaires.

(Photo Kagan)

Un certain nombre d'écrivains, artistes, universitaires ont lancé, le 29 mars, un appel à l'opinion démocratique en faveur d'une candidature unique de la gauche aux élections présidentielles.

C'est Jean Vilar qui, au nom des signataires, s'est exprimé au cours de cette conférence de presse.

En présentant dans nos colonnes l'intégralité de cette déclaration et l'appel lancé à l'opinion démocratique, nous ne pouvons que dire notre approbation à une telle initiative conforme à toutes les déclarations faites à ce jour par le P.S.U. Nous reviendrons, dans notre prochain numéro, sur les conséquences que devrait avoir une telle déclaration. Le Comité politique national du P.S.U., qui se réunira samedi et dimanche prochains, ne manquera pas de répondre à cet appel.

Déclaration de Jean Vilar

— C'est pour beaucoup de nos concitoyens le temps du désenchantement ! S'il fut abusé parfois par les promesses de renouveau, le peuple constate, aujourd'hui, le retour aux vieilles méthodes d'autoritarisme politique et de conservatisme social et il les rejette.

Les récents événements, la dernière consultation électorale entre autres, ont montré que le pouvoir ne l'emportait franchement que dans les circonstances plébiscitaires et que, contrairement à ses prétentions, il ne disposait pas d'un profond soutien populaire.

Il nous a semblé qu'il ne fallait rien négliger pour opposer un sursaut démocratique, ou simplement civique, à la nouvelle tentative plébiscitaire que constitueront les élections présidentielles.

Il faut, maintenant, que l'opposition démocratique s'affirme. Qu'elle s'affirme comme une force active, dynamique, capable de prendre la relève. Les prochains événements doivent lui en fournir l'occasion.

Il serait dérisoire et désastreux que, pour la prochaine consultation, elle agisse en ordre dispersé. Personne ne le comprendrait.

La condition essentielle est qu'en cette circonstance le choix soit clair.

Il faut une candidature unique de l'opposition démocratique, une candidature qui puisse emporter l'adhésion de toutes celles et de tous ceux qui, en France, se sentent « de gauche », qu'ils soient ou non engagés dans une action militante, attachés ou non à une fidélité politique précise.

Il ne nous appartient pas de faire, aujourd'hui, une proposition, pas plus qu'il ne nous revient de dire sur

quelles grandes options, simples mais essentielles, devra s'engager le candidat.

Les organisations représentatives de la gauche auront à prendre leurs responsabilités et nous n'avons aucune prétention à nous substituer à elles. Nous sommes pleinement convaincus qu'il ne peut y avoir d'action efficace sans accord sérieux entre partis démocratiques, organisations syndicales de travailleurs et autres organisations populaires.

Mais nous avons voulu, par un appel solennel, les inviter à rechercher cet accord sans tarder.

La part que nous sommes amenés à prendre à diverses manifestations de la vie publique nous semblait nous y autoriser.

Nous pensons que nous pouvons être entendus de ceux, si nombreux, qui croient au progrès, à la démocratie, à la justice sociale, au droit imprescriptible à la liberté d'expression, mais que décourage la dispersion des énergies démocratiques.

A tous ceux-là, qui n'attendent souvent qu'un signe pour s'engager ou se réengager, à tous ceux aussi, déjà gagnés à l'action mais dont la désunion annule trop souvent les efforts, nous disons que le moment est venu, nous leur demandons d'aider, par un puissant élan d'opinion, à la réalisation de l'accord.

S'il en est ainsi, si, dans les prochaines semaines, citoyennes et citoyens nous manifestent, nombreux, leur approbation, bien des obstacles pourront être levés : ce sera, en tout cas, pour les organisations de gauche, un encouragement et l'obligation morale de préparer, par une confrontation large et confiante, la désignation d'un candidat commun à la présidence de la République.

Ce faisant, nous n'ignorons pas les situations de fait : mais nous pensons qu'aujourd'hui, dans les circonstances nouvelles et infiniment plus favorables à l'opposition démocratique, celles-ci ne sauraient constituer un préalable à la recherche de l'accord.

Nous n'avons d'autre ambition que de donner l'impulsion au mouvement qui, avec le concours d'un très grand nombre d'hommes et de femmes conscients de la gravité de l'enjeu, pourra ouvrir la voie à cet accord.

Appel à l'opinion démocratique

Les soussignés adjurent les Français qui ont gardé le goût d'être des citoyens de se grouper afin d'exiger de toutes les organisations de l'opposition démocratique qu'elles désignent à leurs suffrages un candidat commun.

Ils tiennent que c'est là le seul moyen de préparer le pays à prendre de nouveau conscience que son destin, en fin de compte, lui appartient.

Signataires :

Daniel Anselme, Colette Audry, professeur Bartoli, Hervé Bazin, Roger Blin, André Blumel, Jean-Louis Bory, Charles Braibant, Michel Breilman, Raymond Bussiès, Pierre Cabanne, Jean Cassou, François Chatelet, Georges Conchon, Jacqueline Danno, Anne Dastrée, Jean-Marie Domenach, Claude Edelmann, Jean Effel, René Fallet, Jean-Pierre Faye, Max-Pol Fouchet, Georges Franju, Paul Grimault, P. Grunbaum-Ballin, Roger Ikor, Claude

Jeager, Alfred Kern, E. Lablanc, Ernest Labrousse, René-Louis Lafforgue, Madeleine Léo Lagrange, Armand Lanoux, Henri Laugier, Henri Lefèvre, Jacques Madaule, Françoise Mallet-Joris, Clara Malraux, Maurice Nadeau, Etienne Nouveau, Jacques Panijel, Anne Philippe, Edouard Perroy, Mario Prassinis, Pierre Prévert, Michel Ragon, Henri-François Rey, Christiane Rochefort, Frédéric Rossif, Claude Roy, Charles Sadron, Marc Saint-Saëns, Edith Thomas, Vercors, Jean Vilar, Dr Weill-Halle, Loleh Bellon.

Faites connaître votre accord à l'adresse suivante : M. Michel Breilman, 16, rue Hector-Berlioz, à Ruell-Malmaison (S.-et-O.).

ÉTUDIANTS

La mystification du droit syndical

La presse quotidienne a largement fait état du conflit qui oppose l'Association des étudiants de l'Institut d'Etude du développement économique et social à l'administration de cet Institut. Le conflit déborde en fait largement le cadre de l'Institut et la grève de solidarité organisée le vendredi 2 avril à la Sorbonne par la Fédération des groupes d'études de Lettres (U.N.E.F.) en est une preuve évidente. Le problème que posent les étudiants de cet Institut est en fait celui des rapports entre une administration universitaire et un syndicat étudiant, mais c'est aussi, d'une manière plus générale, celui des rapports entre une administration et un syndicat.

Le dialogue

Les étudiants de l'I.E.D.E.S. ont constaté que l'enseignement qu'ils reçoivent ne correspond en aucune façon à ce qu'ils sont en droit d'attendre. Le caractère fragmentaire et incohérent de cet enseignement ne leur permet pas de maîtriser les techniques qui leur sont enseignées et risque donc de faire d'eux — qui sont appelés à devenir des techniciens du développement dans les pays du tiers monde — des agents du pouvoir politique dont ils dépendront, les gouvernements locaux pour les étudiants originaires du tiers monde et le gouvernement français, par l'intermédiaire de la coopération technique pour les étudiants français. Les étudiants ont donc rédigé un projet de réforme des études de leur Institut qui devrait permettre à leurs yeux d'assurer une formation plus complète qui leur permette d'éviter le piège d'une technocratisation à court terme de l'enseignement. L'association considère que les étudiants ne doivent pas, pendant leur formation, se limiter à la fonction de consommation mais adopter par un travail participant une attitude active. Le projet de réforme a donc été remis à l'administration et à l'ensemble du corps professoral qui ne l'ont jamais contesté. Les étudiants ont alors demandé un statut d'observateur au sein du Comité scientifique de perfectionnement chargé d'élaborer les programmes. Il n'est pas question pour eux de participer à la gestion ou à la cogestion de l'Institut car leur rôle n'est pas de gérer leur Institut, ce travail devant être fait par l'administration qui est pour eux un service.

Ils pensaient par contre que le dialogue, entre l'administration et l'Association des étudiants était possible. L'Association des étudiants a présenté au cours de l'entrevue du 14 décembre 1964 avec le directeur de l'Institut, M. François Perroux, les problèmes de fond concernant la nécessité d'une réorganisation des études et la participation des étudiants au Comité scientifique de perfectionnement. A cela il a été répondu par la contestation du caractère syndical de l'association et, d'autre part, par sa représentation du collectif étudiant. Au cours d'une autre entrevue qu'avait demandée l'association aussitôt après la première, et qui n'a été accordée que le 30 janvier à la veille d'une grève des cours et travaux pratiques, il n'a été encore question que de querelles formelles de procédure qui visaient à enfermer l'association dans un processus bureaucratique qui ne pouvait qu'affaiblir son action.

Constatant que le dialogue était impossible, les étudiants ont alors déclenché une épreuve de force qui s'est traduite dans une première étape par une grève des cours et travaux pratiques durant la semaine du 1^{er} au 6 février.

A la suite de cette action, aucune réponse n'a été donnée aux revendications des étudiants qui ont alors refusé

de composer aux examens du mois de mars en remettant copie blanche. A cela l'administration répond par un appel aux forces de police pour interdire l'accès des locaux où devaient se dérouler les épreuves et la suppression des examens de fin d'année.

A la suite de cette action, des sanctions ont été prises contre trois étudiants, le président de l'association, Marc Ecrement, le secrétaire général, Gérard Prim, ainsi qu'un de ses membres actifs, Alberto Botero, étudiant colombien (exclusion de un à six mois ainsi que la convocation devant le conseil d'Université). Devant cette répression arbitraire de l'administration, il convient de s'interroger sur la portée de ces sanctions qui visent les responsables syndicaux. La lettre qui leur a été adressée par M. François Perroux, directeur de l'I.E.D.E.S., précise que c'est en tant que simples étudiants de l'Institut que de telles mesures ont été prises à leur égard. Mais les motifs invoqués, en particulier, interruption d'un cours (dont les seuls auditeurs étaient, il est vrai, M. François Perroux et le directeur des Etudes de l'Institut !) pendant la première semaine de grève et incitation aux étudiants de première année à remettre leurs copies blanches pendant la semaine des examens, prouvent bien que c'est leur activité de dirigeants syndicaux qui est visée. C'est à ce niveau que l'on peut se rendre compte qu'il est vain de parler de liberté syndicale et qu'il faut démythifier le droit syndical. Tant que les étudiants se contentaient de poser des problèmes qui ne visaient pas directement la politique universitaire française, on tolérait leur action. Mais lorsque les étudiants posent des problèmes les concernant directement, lorsque leur unanimité et le soutien qu'ils reçoivent de l'extérieur prouvent que ce sont de vrais problèmes qui remettent en cause toute la politique universitaire française, alors la liberté syndicale n'existe plus, on fait appel à la police, le directeur interdit le meeting organisé par la F.G.E.L. dans la cour de la Sorbonne, des sanctions sont prises contre les responsables syndicaux. Ceci n'est qu'un des aspects de la lutte menée par les étudiants de l'I.E.D.E.S., mais il est fondamental et concerne tous les étudiants. Le mouvement qui s'est déclenché à l'I.E.D.E.S. ne peut que s'amplifier ; il ne s'agit plus en effet de se battre pour la liberté syndicale en criant des slogans, alors que les matraques s'abattent à droite et à gauche.

Le jour où les étudiants, après avoir fait une analyse critique de l'enseignement qu'ils reçoivent, contestent cet enseignement en en relevant les nombreuses contradictions (et elles n'existent pas seulement à l'I.E.D.E.S.) ils se rendront compte alors que la liberté syndicale n'est qu'un vain mot. Mais il ne suffit pas d'analyser, il faut aussi une attitude revendicative, exiger que cet enseignement soit réformé. Face à une administration fortement centralisée et qui ne se limite pas au directeur de l'établissement, voire au ministre de l'Éducation nationale, mais à l'ensemble du gouvernement, face à une administration qui dispose d'un pouvoir de coercition que les étudiants connaissent bien et qui est chaque jour à la porte de leur Université, il est urgent qu'ils répondent par une volonté unanime et structurée. Cette réponse, il est urgent qu'ils l'apportent avant que ne soient mises en place les nouvelles structures issues du plan Fouchet qui ne feront que diviser et affaiblir encore plus l'Université.

Gérard Prim.

(Membre du bureau de l'Association des étudiants de l'I.E.D.E.S.)

L'ENSEIGNEMENT LAÏC ET PRIVÉ

Un débat sur la démocratisation de l'enseignement s'est ouvert avec la publication par « Tribune Socialiste » de l'intervention du camarade Pierre au colloque d'action laïque de Lyon. Cette intervention réexprimait les positions fondamentales du parti telles que définies dans la brochure-programme sur l'enseignement.

Nous entendons bien préciser qu'il ne s'agit pas de remettre en question le programme du parti, mais au contraire d'en développer les propositions, de les commenter, de les faire mieux connaître.

Cette semaine, nous présentons à nos lecteurs l'étude faite sur le problème de la démocratisation de l'enseignement par la section P.S.U. de l'Institut national d'orientation professionnelle (établissement chargé de la formation des conseillers d'orientation scolaire et professionnelle).

Le comité de rédaction de « Tribune Socialiste » a pensé que l'opinion d'hommes dont la profession est de poursuivre les recherches en psychologie expérimentale serait utile dans la mesure où elle apporte des éléments assez nouveaux et précis.

H. P.

C'OMBIEN de personnes connaissent-elles simplement l'existence de l'enseignement laïc privé ? Vraiment peu, croyez-le ! En effet, la majorité des Français pensent que l'enseignement des enfants est assuré par l'Education nationale, d'une part, et l'enseignement confessionnel, d'autre part (appelé « privé », ce qui est très imprécis, trop imprécis). Erreur ! Il existe entre ces deux pôles un enseignement ni public ni confessionnel : l'enseignement laïc-privé, dont, hélas ! on ne parle jamais, mais que quelques « initiés » classent à tort dans l'enseignement public, tandis que d'autres le rangent sans raison dans l'enseignement « privé ». La confusion est grande. Permettez-moi de vous présenter cet enseignement laïc privé, cette troisième force méconnue, dans la mesure où je la connais ! Certes, je l'ai côtoyé dix-sept ans, mais je n'ai pas la prétention de le connaître d'une façon détaillée, tant il est énigmatique, replié sur lui-même, volontairement effacé. Puisent ces quelques considérations sensibiliser nos lecteurs à son existence, aux problèmes qu'il pose et que les gens plus avertis résolvent les points d'interrogation que, modestement, je laisserai sans réponse.

Qu'est-ce que l'enseignement laïc-privé ?

Le Code du travail dit : « Le contrat d'apprentissage est celui par lequel un chef d'établissement industriel ou commercial... s'oblige à donner ou à faire donner une formation professionnelle méthodique et complète... » Ainsi l'enseignement technique de l'Education nationale se trouve doublé par un enseignement technique d'entreprise pratiquement indépendant de lui et géré par les firmes elles-mêmes. Ce sont des centres d'apprentissage, des écoles techniques, leur nombre est d'environ cinq cents. Ces établissements laïcs privés sont les uns reconnus par l'Etat, d'autres « déclarés », d'autres, enfin, dépendent de l'Université catholique. Ils couvrent environ vingt-six corps de métier dans une grande variété : l'automobile, le bâtiment, les Houillères nationales (environ cinquante-six centres), la bijouterie, la S.N.C.F. (environ quarante-deux centres), les industries mécaniques (exemple : Neyr-

pic), le matériel électrique (exemple : Merlin-Gerin), la chaussure, les fonderies (exemple : les Forges de Wendel), etc.

En général, le service de formation professionnelle de l'entreprise est géré par un ingénieur, cadre supérieur n'ayant qu'une culture technique poussée, mais sans connaissances pédagogiques notables ; le service est fortement intégré à l'usine. Il assure la formation des ouvriers de la maîtrise, des spécialistes et parfois même des cadres supérieurs.

Cette formation laïque est à la fois technique et humaine, mais dès à présent il faut noter que les qualificatifs de technique et humaine sont différemment interprétés selon les entreprises pour être très contestables dans certaines d'entre elles. La formation comporte l'éducation générale assurée par des instituteurs laïcs privés, l'éducation physique assurée par des ouvriers affectés au service de la formation professionnelle.

Dans la plupart des entreprises, les élèves restent en contact avec l'usine par des stages pratiques qui entrecoupent leur formation dans les centres ou écoles de l'établissement. Toute cette organisation se réfère de la loi Astier.

Comment sont tenus ces établissements ?

Une partie de ces établissements laïcs privés d'enseignement technique sont très bien tenus et font honneur à l'entreprise qui les a créés. Mais il en est d'autres qu'un de mes amis apostrophe en ces termes dans un ouvrage paru depuis peu : « Ce n'est plus un centre, mais un asile... Si l'Enseignement technique savait ce qui s'y passe, on en fermerait immédiatement les portes. » C'est, hélas ! presque exact, en effet !... Le chef du service de formation professionnelle n'est pas un pédagogue ; dans la majorité des cas, c'est un cadre supérieur de la production affecté à la formation des apprentis : c'est déjà, au départ, une erreur grave. Le libre épanouissement du futur ouvrier dans l'enfant, pour lui n'est qu'un vain mot.

Son but est de conditionner, de modeler des adolescents au cadre matériel et psychologique de l'entreprise. Les notions de production, de productivité, d'obéissance (touchant la résignation) seules l'intéressent. Aussi les cours de législation sont-ils amputés des chapitres tels que « Comités d'entreprise » « maladies professionnelles ». Il habitue le jeune à l'idée de sanction par une expérimentation maladroite, etc. L'entreprise se sclérose et la personnalité du futur ouvrier s'étouffe pour le malheur de tous. L'ennui, la lassitude, le dégoût même se ressentent dans ces établissements.

Souvent la formation est confiée à des cadres insuffisamment compétents. Ainsi trouve-t-on des instituteurs n'ayant que le brevet élémentaire sans le C.A.P. (c'est assez rare, il est vrai), des moniteurs d'éducation physique n'ayant qu'un vague diplôme de gymnastique (ceci est plus fréquent) et, enfin, des instructeurs techniques en fin de carrière et n'ayant que des connaissances à la fois routinières et incomplètes.

Il est plus simple et plus rentable à un patron de nommer un ouvrier handicapé par l'âge ou la maladie dans un service non productif que d'y affecter l'élite de ses ouvriers dans la force de l'âge. Il semble que l'idée première de certains patrons modernes est d'enfermer l'ouvrier dans le cercle de l'usine et le centre d'apprentissage en est un moyen, un moyen d'initiation s'entend ! Stabiliser la masse des prolétaires affermira le pouvoir des trusts, assurera l'avenir du patronat : c'est sur la jeunesse encore malléable qu'il faut agir. Qu'elle jolisse philosophie ! Tout homme sensé ne peut que se révolter, faire appel à la conscience humaine et réclamer qu'on y remédie dans les plus brefs délais. Toutefois, pour être équitable, une question se pose

Les établissements techniques laïcs privés indignes du nom d'établissement d'éducation et de formation sont-ils majoritaires ? Il ne faudrait pas que la brebis galeuse fasse condamner injustement le troupeau. Il

n'en demeure pas moins que chaque patron garde à sa disposition un instrument dont l'utilisation peut être la meilleure ou la pire des choses. Il n'est pas louable qu'un établissement éducatif soit à la merci d'un patron, c'est le bien de la nation, c'est à la nation, représentée par l'Education nationale, à en assurer la gestion.

La cause profonde de l'existence de ces établissements de formation professionnelle laïcs privés est indéniablement le sous-développement de l'enseignement technique officiel. Celui-ci n'assume, hélas ! pas toutes les responsabilités qui lui incombent, il ne tient pas la place qui lui revient dans un pays moderne.

Par suite du manque de moyens financiers, l'enseignement technique a dû déléguer une partie de sa mission aux entreprises, et c'est là le drame. Certes, il y a eu augmentation des crédits alloués, mais ils demeurent trop faibles devant la poussée démographique, devant le besoin sans cesse plus grand de connaissances professionnelles, devant la complexité croissante des techniques. Un exemple frappant puisé dans la presse : 65 % des candidats aux centres d'Enseignement technique de l'Etat ont été refusés en 1963 dans le département du Pas-de-Calais ! La défaillance des Pouvoirs publics est notoire et favorise par voie de conséquence le patronat industriel. Elle lui laisse le moyen d'avoir bien en main la « formation » de ses futurs ouvriers, de trier au calibre ses futurs agents de maîtrise (bien-pensants, évidemment) qu'il faut promoteurs de rendement, au mépris de la dignité humaine.

Alors se pose un problème d'une infinie gravité et que seuls les techniciens (exemple : les conseillers à la Cour des comptes) après une enquête approfondie et méticuleuse pourraient résoudre. Chaque usine étant sensée payer une taxe à l'apprentissage, sauf si elle entretient un service de formation professionnelle trouve-t-elle un intérêt financier à ouvrir un centre d'apprentissage ? Il n'est pas désirable de le penser, bien que nous ne puissions l'affirmer.

Les remèdes à cette situation

A vrai dire, il n'y a qu'un seul remède : rendre à l'Enseignement technique public la totalité du champ d'action, lui rendre le monopole de la formation technique. Hélas ! des problèmes de capitaux, de locaux, de personnel rendent la solution illusoire dans un avenir rapproché et il faut plutôt songer à des remèdes de première urgence qui seraient les précurseurs d'une réforme plus profonde et plus durable.

La mono-industrie, si savamment entretenue, est le pire malaise de la plupart des régions industrielles. Elle donne une force au patronat contre laquelle il est difficile de lutter. La mono-industrie fausse le marché du travail, elle met l'ouvrier à la disposition du patron, elle handicape la libre discussion des salaires et, dans le problème qui nous intéresse, elle oblige l'adolescent à se soumettre à la formation professionnelle d'une entreprise à défaut de possibilités de s'embaucher ailleurs. Aussi est-il vivement souhaitable que la direction de tous les services de formation professionnelle d'entreprise soit confiée au plus tôt à des membres de l'Education nationale ne relevant, sur le plan pédagogique, que de leurs inspecteurs. Cette première mesure devrait être complétée par l'intégration pure et simple à l'Etat des instituteurs laïcs privés ainsi que des moniteurs d'éducation physique. La mainmise de l'Etat sur le personnel de direction, sur le personnel assurant l'enseignement des matières intellectuelles et sportives donnerait une indépendance salutaire envers l'entreprise. Il en résulterait un libre épanouissement de l'apprenti pour le plus grand bien de la société. Qu'attend-on dans une première étape pour exiger que les centres d'apprentissage des entreprises nationalisées (S.N.C.F., Houillères dites Nationales, Gaz de France...), soient gérées directement par l'Etat ?

Et pour conclure...

L'enseignement laïc privé est, hélas ! inconnu du public, ses problèmes échappent à trop de Français. Il est également méconnu des autorités et de nos représentants qui, les uns, lui accordent leur attention depuis trop peu de temps, les au-

PROBLÈME L'ENSEIGNEMENT

tres, ne s'en soucient guère ! Et pourtant n'est-il pas un problème crucial puisqu'il touche les ouvriers de demain ? N'est-ce point dans la jeunesse que l'on forme ou que l'on déforme le sens démocratique ?

Formulons le vœu que ces quelques lignes sensibilisent nos lecteurs et éveillent chez nos députés l'ardent désir d'apporter sans délai les solutions qui s'imposent non seulement aux problèmes de formation professionnelle d'entreprise mais également à ceux de l'Enseignement technique national.

A. Dannaï.



LA DÉMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT

élèves passe du simple ou double des ouvriers aux cadres supérieurs et même de 1 à 4 ou 5 pour les seuls élèves jugés médiocres ou mauvais. Une autre enquête de l'I.N.E.D. effectuée avec le test intellectuel « mosaïque de Gille » sur 100.000 enfants d'âge scolaire en 1944 donnait, dès le cours préparatoire, les résultats suivants (note moyenne aux tests) :

CATEGORIE SOCIALE

Agriculteurs (moyenne au mosaïque) : 42,5 ;
Ouvriers (communes — de 2.000 hab.) (moyenne au mosaïque) : 43,9 ;
Ouvriers (communes + de 2.000 hab.) (moyenne au mosaïque) : 53,0 ;
Employés (communes — de 2.000 hab.) (moyenne au mosaïque) : 51,7 ;
Employés (communes + de 2.000 hab.) (moyenne au mosaïque) : 60 ;
Commerçants et cadres moyens (moyenne au mosaïque) : 62,3 ;
Cadres supérieurs et professions libérales (moyenne au mosaïque) : 72,3.

Ce que nous affirmons c'est qu'une société capitaliste ou néo-capitaliste telle que la nôtre ne peut absolument pas résoudre le problème de la démocratisation de l'enseignement à ce second niveau.

Les mécanismes d'une économie libérale axée sur la recherche du profit individuel maximum, même assortis d'une planification indicative, qui est d'ailleurs plutôt une étude de marché qu'une planification véritable, sont impuissants dans un tel domaine. Nous pensons, au contraire, qu'une société socialiste peut s'attaquer au problème avec de bonnes chances de succès. C'est ce que nous voulons montrer maintenant. Il faudra agir dans deux directions principales : économique et sociale, d'une part, psychologique et pédagogique, d'autre part.

I. - Sur le plan économique et social

1° Il faut faire cesser les importantes inégalités de développement économique entre les régions du pays : régions sous-développées du sud de la Loire et la Bretagne, régions développées du nord de la Loire. C'est un fait solidement établi que le niveau intellectuel est étroitement lié au développement économique. La corrélation entre le niveau intellectuel (moyenne des notes obtenues à une batterie de tests par les jeunes du contingent dans chaque département) et la proportion de la population active employée dans l'agriculture (variant dans chaque département) s'élève à : 68 (1). Cette corrélation est beaucoup plus forte que celle qui existe entre le niveau intellectuel et le développement de l'enseignement secondaire et technique : 36. L'égalisation des chances devant l'orientation et la réussite sociale impose donc l'objectif prioritaire d'assurer un développement économique des régions défavorisées plus rapide que celui des régions favorisées.

Dans le cadre de notre économie libérale, nous assistons à une évolution de sens opposé. Les capitaux attirent les capitaux, les entreprises s'installent là où une main-d'œuvre industrielle, un réseau de communication importants sont déjà disponibles, et les disparités régionales vont s'aggravant tous les ans.

Il faudrait non seulement que le plan d'équipement du pays soit régionalisé, mais aussi qu'il soit rendu « impératif » alors qu'il n'est qu'« indicatif ». Il faudrait, comme le propose le P.S.U., qu'une caisse nationale d'investissement, remplaçant les banques d'affaires privées (Banque de Paris et des Pays-Bas, Rothschild, etc), soit chargée de financer les équipements régionaux et d'implanter des entreprises pilotes en fonction du plan. Mais comment les banques d'affaires, largement représentées dans le gouvernement actuel, accepteraient-elles d'être nationalisées ? Un seul moyen : l'union des forces de gauche pour mettre en place un gouvernement socialiste.

2° L'amélioration du niveau de vie, avec une égalisation progressive dans les diverses classes sociales, atténuerait les différences intellectuelles, puisqu'il y a une corrélation entre le revenu moyen par tête d'habitant et le niveau intellectuel. Or la politique gaulliste aboutit à un résultat diamétralement opposé, c'est-à-dire à une disparité croissante des revenus. Alors que la masse globale des salaires a augmenté de 40 p. cent de 1958 à 1961, le revenu des ouvriers a augmenté de 36 p. cent, celui des employés de 39 p. cent, celui des cadres de 41 p. cent (enquête annuelle de l'I.N.S.E.E. sur les salaires dans l'industrie et le com-

merce). La tendance de l'évolution est la même depuis 1961. Là encore, l'économie libérale est responsable d'une telle évolution, avec la loi de l'offre et de la demande qui s'applique au marché du travail, les professions déficitaires des branches en expansion étant de mieux en mieux rémunérées.

3° Les enquêtes sur le niveau intellectuel et sur le niveau scolaire des écoliers (dont celles de l'I.N.E.D.) ont montré que l'appartenance à une famille de plus de trois enfants constitue un handicap, sauf dans les milieux sociaux privilégiés. Le bon sens voudrait donc qu'une part croissante de la richesse nationale soit distribuée aux familles nombreuses, sous la forme, par exemple, de prestations familiales. Mais le taux de ces prestations a pris un retard considérable sur les autres types de revenus, élargissant ainsi l'écart entre le niveau de vie des familles et le niveau de vie des autres, à qualification professionnelle égale. Le contre-plan établi par le P.S.U. prouve qu'une augmentation des prestations fami-

accrue et par un grand effort culturel (presse et moyens audio-visuels, foyers et maisons de jeunes, loisirs organisés, véritables cours de promotion, etc.) en direction des enfants comme des adultes. La mutation de la psychologie sociale est certainement l'un des facteurs qui ont permis en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires d'ouvrir les études supérieures à une proportion de fils d'ouvriers au moins égale à leur proportion dans la population de ces pays. En Allemagne de l'Est, pays dont le développement économique est très proche de celui de la France (secteur primaire : 19 p. cent, secondaire : 41 p. cent, tertiaire : 40 p. cent (2), on comptait dès 1959, 51,4 p. cent de fils d'ouvriers dans l'enseignement supérieur, contre 5 p. cent en Allemagne Occidentale en 1956, 5,5 p. cent en France en 1961. Les fils d'ouvriers sont-ils plus doués à l'Est qu'à l'Ouest, ou les conditions psycho-pédagogiques d'un régime socialiste sont-elles plus favorables à une démocratisation de l'enseignement ?



...Pour être complète, la démocratisation de l'enseignement devra être effectuée à un second niveau auquel les capacités seraient égales dans les diverses classes sociales...

liales nettement supérieure à l'augmentation retenue par le V^e Plan gouvernemental est possible entre 1965 et 1970.

II. - Sur le plan psycho-pédagogique

1° Développer systématiquement les écoles maternelles : d'études fort nombreuses, il ressort que l'action du milieu culturel sur le développement intellectuel est le plus efficace de la naissance à 7 ans. De véritables écoles maternelles, et non les garderies de 50 élèves ou plus qui portent le même nom quand il y en a, auraient une influence éducative favorable au développement de l'intelligence des enfants d'ouvriers et d'agriculteurs.

2° Introduire un changement profond dans l'attitude ouvrière à l'égard des études : la question des ressources mise à part, on observe souvent dans une grande partie de la classe ouvrière un sentiment d'impuissance qui se traduit par de l'indifférence, et qui peut agir sur l'évolution psychologique et la motivation des enfants. La modification de cette attitude est liée au passage à une société socialiste. Pour que la classe ouvrière cesse de vivre repliée sur elle-même avec le sentiment d'être exclue, de vivre en marge, d'être privée d'avenir, une transformation radicale du système économique et social, qui revaloriserait la condition ouvrière, est nécessaire. Le changement de l'ambiance sociologique doit être soutenu par une aide matérielle

3° Réformer le contenu de l'enseignement et les méthodes pédagogiques, afin de les rendre plus concrets et plus proches de la vie moderne. En d'autres termes, rénover un enseignement traditionnel dont la base est essentiellement verbale et qui a été conçu pour une petite élite bourgeoise. Toutes les études de psychologie expérimentale ont montré que le facteur verbal est celui qui infériorise le plus les milieux sociaux modestes. Les conseillers d'O.S.P. savent bien que les enfants dont les notes en facteur verbal est faible et la note en facteur général satisfaisante amélioreront souvent leurs résultats scolaires dans le second cycle, à condition qu'ils ne soient pas éliminés avant d'y accéder à cause de leur infériorité verbale. C'est que dans le second cycle la part des matières scientifiques et du raisonnement devient plus importante.

La section P.S.U. de l'INOP (Paris 5^e)

(1) Quand on classe des individus (ici les 90 départements français) d'après une qualité (par exemple le niveau intellectuel moyen) pris d'après une autre qualité (par exemple le taux de la population active agricole, excellente mesure du degré du développement économique), la corrélation indique la ressemblance des deux classements. Cette ressemblance peut varier de 0 (aucune ressemblance) à +1 (identité des deux classements) ou de 0 à -1 (classement inverse : les premiers sont les derniers dans l'autre classement).

(2) En France (recensement de 1962) : Primaire : 20 p. cent ; Secondaire : 40 p. cent ; Tertiaire : 40 p. cent.

MAROC

Le roi, son armée, sa police... et le peuple

« La Maroc est un Etat libre, il nous reste maintenant à libérer les Marocains. »

Ces paroles ne datent pas d'hier. Elles furent prononcées par Ben Barka, l'un des principaux dirigeants de l'Union nationale des Forces populaires, au congrès de fondation du P.S.U.

Le leader de la tendance de gauche de l'Istiqlal qui allait bientôt devenir l'U.N.F.P. venait apporter à notre parti le salut des forces socialistes marocaines.

L'heure de la libération a-t-elle sonné pour le peuple marocain ? Une chose est certaine : la manifestation des étudiants de Casablanca a déclenché un affrontement entre le peuple et le pouvoir d'une ampleur jamais atteinte.

AGADIR : un camp de concentration

Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui au Maroc, il convient d'examiner les déclarations officielles avec une attitude critique. Les autorités chérifiennes parlent de complot. Comme si les événements de Casablanca, de Fez et de Rabat étaient survenus dans un pays connaissant une parfaite tranquillité, à la faveur de l'habileté de quelques conspirateurs.

Voilà plusieurs mois que Casablanca bouge. Les 16 et 18 décembre dernier, la grande ville marocaine a été le centre d'un mouvement de grève générale affectant le secteur public et le secteur semi-privé de l'ensemble du pays. Plus grave encore apparaît la situation dans des régions moins fréquentées par les journalistes de la grande presse internationale. Au début de janvier un bulletin d'information de l'U.N.F.P. nous apprenait : « La province d'Agadir constitue aujourd'hui un vaste camp de concentration. Institué de 5 à 30 jours un travail forcé sur les chantiers de l'Etat frappe l'ensemble de la population active de cette province, qui s'est obstinée en mai 1963 à voter pour les progressistes. Des milliers de jeunes, fuyant cette corvée féodale, se font embaucher, à prix d'or, dans les mines de France et de Belgique. »

Dans cette région, il n'est pas nécessaire de manifester un activisme de gauche par trop débordant pour risquer de prison. A Choutka, des citoyens ont été arrêtés pour avoir serré la main du député de leur circonscription Mehdi Slimani, membre de l'U.N.F.P.

A la fin de janvier le malaise atteignait sur l'ensemble du Maroc de telles dimensions que les moins courageux des parlementaires bourgeois joignirent leurs voix à celles de l'opposition pour mettre le gouvernement en minorité sur une question secondaire. Le gouvernement demeura en place. Mais ce vote n'en indique pas moins combien la bourgeoisie elle-même a peu de confiance dans l'avenir du régime actuel.

12 milliards pour la répression

Le complot invoqué par les autorités chérifiennes ces jours derniers, semble bien une affaire montée de toutes pièces et destinée à justifier devant l'opinion internationale une répression de plus en plus féroce qui s'abat sur des couches de plus en plus étendues du peuple marocain.

Le « pedigree » des deux principaux responsables du maintien de l'ordre est à lui seul assez révélateur. Le général Oufkir, ministre de l'Intérieur, a participé comme officier de l'armée française à la guerre d'Indochine. Il s'est fait la main en « cassant du Viet ». Le général Meziane, ministre de la Défense, est un vieux compagnon de Franco qui en avait fait le gouverneur « espagnol » des Iles Canaries, poste qu'il occupa jusqu'à l'indépendance du Maroc.

Les forces de répression comprennent la police et l'armée, encadrées par des officiers supérieurs formés dans les guerres coloniales et apparentés pour la plupart aux anciens caïds.

Selon l'U.N.F.P., « 700 officiers et sous-officiers français les conseillent, sans parler des instructeurs américains et des agents de la C.I.A. chargés de la lutte contre la subversion, auprès du capitaine Dlimi, directeur adjoint des services de sécurité et responsable des brigades spéciales ». Et

les dirigeants de l'Union des Forces populaires soulignent à ce propos :

« Le rôle de plus en plus prédominant, joué ouvertement par les forces armées et policières, explique l'importance accrue accordée aux crédits d'équipement des forces armées royales, prélevés sur l'aide française. Ces crédits représentent plus de 37 % de cette aide et s'élèvent à 12 milliards d'anciens francs pour l'année 1964 (contre 5 milliards en 1963).

« On comprend également l'importance des négociations délicates secrètement menées à l'échelon le plus élevé entre le Maroc et le gouvernement belge pour la fourniture à l'armée royale d'armes à crédit contre une hypothèque sur les exportations marocaines. »

Un ennemi : le peuple

Mais quel est cet ennemi qui motive le déploiement de tant de forces, la dépense de tant d'argent, et provoque la crise du Dirham, la monnaie marocaine ? Tout simplement 12 millions de Marocains. L'ennemi, qu'ont à combattre Hassan II et ses généraux, est représenté par ces familles ouvrières des grandes villes qui, devant la montée des prix, n'arrivent plus à joindre les deux bouts, par ces sous-prolétaires des bidonvilles qui demandent du pain et reçoivent des coups de matraque, par cette multitude de familles de paysans sans terre dont les enfants sont victimes de graves carences alimentaires. L'ennemi, c'est environ 90 % du peuple marocain.

La Maroc est un pays sous-développé. Quelques îlots de prospérité égarent l'attention du visiteur : les beaux quartiers de Casablanca, les grands hôtels de Marrakech. Le décor change quand on pénètre dans les Médina ou quand, quittant les vastes plaines fertiles des grands domaines de colonisation, on gravit les pentes des piémonts sur lesquels végètent les petits fellahs.

L'agriculture marocaine pourrait nourrir beaucoup mieux la population si elle développait les cultures vivrières et entreprenait une véritable mise en valeur du sol fertile. Nous sommes loin du compte. Une récente enquête fondée sur des statistiques officielles révèle :

— 5 à 5,5 millions d'hectares sont

cultivés ou ensemencés effectivement chaque année, soit environ 15 % du territoire national. Or, sur une population totale de 12 millions d'habitants 9 millions de Marocains sont des paysans ;

— le paysan marocain a été privé par la colonisation d'un million d'hectares des meilleures terres ;

— la terre est soumise à des statuts différents dont certains datent de l'époque romaine ou de la période féodale, statuts qui ne se prêtent guère au développement agricole et à l'élévation des rendements ;

— plus de 93 % des paysans sont



Mezziane : un compagnon de Franco.

analphabètes, ce qui ne facilite pas leur adaptation aux techniques modernes de l'agriculture.

L'Union nationale des Forces populaires a demandé une réforme agraire. Mais le pouvoir ne veut pas toucher aux privilèges des colons et des féodaux autochtones.

Même la finance s'inquiète

Dans l'industrie, l'expansion marque le pas. Le produit de l'impôt est entièrement absorbé par le budget de fonctionnement : les policiers et les

militaires coûtent cher, il n'y a plus d'argent pour les investissements. Un hebdomadaire parisien qu'on ne peut taxer de progressiste, « La vie française », observait l'an passé : « Le gain », observait l'an passé : « Le budget de fonctionnement de 1964 est en augmentation de 184 % par rapport à 1955 alors que le revenu national n'a progressé durant ces neuf années que de 70 % environ. Cette situation ne peut plus durer sans risque grave sur la monnaie.

« La politique incertaine du gouvernement au cours des derniers mois a sapé la confiance dans les milieux économiques et entraîné le départ de beaucoup de techniciens. »

L'état des finances marocaines a fini par émouvoir le gouvernement français lui-même. Rabat a répondu par des réformes qui ont mécontenté tout le monde, réduction des importations, des transferts des petits fonctionnaires français (pas de ceux des grands hommes d'affaires). Les autorités marocaines se sont bien gardées de s'attaquer aux véritables causes de l'hémorragie foncière : cette armée et cette police pléthorique.

Impôt sur le sucre

Devant la misère grandissante des campagnes, des paysans sans terre se sont concentrés dans les bidonvilles des banlieues urbaines. Sans pour autant trouver remède à leurs difficultés. L'arrêt des investissements ne leur laisse espérer aucune possibilité d'emploi.

Quant à la classe ouvrière, son pouvoir d'achat n'a cessé de se dégrader. Pour payer les forces de répression, le gouvernement a multiplié les impôts indirects prélevés sur les denrées de première nécessité. Le sucre, base de l'alimentation populaire, est frappé d'une taxe de 62 F par kilo.

Le pouvoir marocain ne laisse au peuple de ce pays aucune possibilité de s'en sortir dans l'immédiat. L'avenir n'est pas plus prometteur. Les Marocains sont en droit de se demander comment leur pays formera ces cadres indispensables au développement économique d'un pays. Il ressort d'une enquête de l'U.N.E.M. (l'Union nationale des Etudiants marocains) que :

— 50 % des enfants marocains, soit plus d'un million et demi, ne sont pas scolarisés ;

— 75 % des candidats à l'enseignement secondaire, soit plus de 160.000 élèves, ne trouvent pas de place dans les lycées et dans les collèges et vont rejoindre les rangs des adolescents abandonnés à la délinquance.

La situation scolaire explique pourquoi depuis longtemps les étudiants, renonçant à une lutte exclusivement corporative, ont identifié leur combat à celui des masses populaires.

La grand'peur des aristocrates

Comment le Maroc en est-il arrivé là ? Plus favorisé que l'Algérie, ce pays, en dépit du paternalisme politique et économique qui résultait du protectorat, avait pu conserver ses structures sociales. Dans un premier temps, l'aristocratie des grands propriétaires terriens a confisqué à son profit le pouvoir laissé vacant par la France. Mais il existait aussi au Maroc, avant l'indépendance, une élite démocratique et des cadres ouvriers possédant déjà un haut niveau de formation.

L'aristocratie, un moment freinée par Mohamed V, trouva son homme en son fils, Hassan II, lié par ailleurs à de grands intérêts internationaux. Elle savait quelle menace constituait pour ses privilèges les forces progressistes et voulut les écraser.

Pendant un temps le pouvoir a réussi, sans trop susciter de réactions, à truquer les élections, à traduire en justice les dirigeants de l'Union nationale des Forces populaires et de l'Union nationale des Etudiants, à procéder à des arrestations arbitraires, à des enlèvements, à des séquestrations.

La grande leçon des événements de Casablanca, c'est que pour nos camarades marocains ouvriers, étudiants, intellectuels progressistes, l'époque du combat semi-solitaire est révolue. Tout un peuple est en train de découvrir les perspectives des chemins de la liberté tracés par ces pionniers.

Reste à savoir quel rôle pourra exercer la petite bourgeoisie marocaine. S'appuyant sur la tradition religieuse, encore solide, elle s'est confinée dans une opposition légaliste. Dans la perspective d'un affrontement généralisé entre les forces de répression et les forces populaires, elle ne fera pas le poids. Mais les « protecteurs » étrangers d'Hassan II laisseront-ils cet affrontement se prolonger jusqu'à ses conséquences extrêmes ?

Jacques VIVIEN.

L'Université marocaine en crise

à l'avant-garde de la lutte contre le pouvoir royal

C'est une simple circulaire du ministre de l'Education nationale qui, en lançant dans la rue plus de 50.000 étudiants et lycéens marocains, dévoilait la crise de l'enseignement et la dégradation générale de la situation politique et économique qui ne cesse de s'approfondir depuis la rupture, en 1960, du pouvoir royal avec le gouvernement Bouabid, l'un des principaux leaders, aujourd'hui, de l'U.N.F.P.

Comment expliquer cette brusque réaction de l'Université marocaine ? La décision du ministre de fermer le second cycle du secondaire à une grande partie des lycéens ne correspond en aucune manière à la simple solution technique imposée par une situation dont personne ne serait directement responsable — comme certains voudraient nous le faire croire. On doit en effet savoir que cet enseignement technique vers lequel on voudrait orienter les jeunes Marocains exclus du secondaire est à l'heure actuelle quasi inexistant.

On doit ajouter que la crise économique générale reste la cause essentielle de la gravité de ce profond mouvement populaire. Dans les conditions actuelles, l'Université est en effet conduite à former un nombre croissant de futurs chômeurs. Par son niveau et son contenu tout d'abord : manque de professeurs et d'instituteurs qualifiés, inadéquation totale de ses programmes aux conditions d'un pays en voie de développement, etc. Mais surtout à cause du chômage considérable qu'a provoqué le choix du pouvoir royal en

faveur du libéralisme économique depuis 1960.

Face à cette situation, l'opposition populaire oppose des solutions appelant un changement profond du régime. L'Union nationale des Etudiants marocains (U.N.E.M.) s'est, quant à elle, fixé comme objectif une transformation radicale de l'Université en fonction de quelques principes fondamentaux auxquels se rallient l'ensemble des étudiants marocains, qu'ils se trouvent dans les facultés d'enseignement français ou dans les facultés d'enseignement arabe traditionnel (la Karaouiyine de Fès, par exemple). Ces exigences fondamentales sont les suivantes :

— une généralisation et une démocratisation véritable au bénéfice de toutes les couches de la population ;

— une unification des multiples branches de l'enseignement et plus particulièrement des secteurs sous contrôle étranger (français, mais aussi américain et égyptien) ;

— une transformation totale des programmes et leur adaptation aux conditions d'un pays en voie de développement ;

— une arabisation, non par un retour à l'enseignement traditionnel mais par la création d'une « école marocaine, arabe et moderne, créatrice d'une culture qui puisse être le véhicule d'une expansion intellectuelle et économique ».

Qu'ils soient assurés dans cette lutte de l'entière solidarité des étudiants et des socialistes français.

Yves Le Pape,
Membre du Secrétariat national étudiant.

LA FAIM DANS LE MONDE

Elle ne sera pas vaincue par la charité mais par l'application d'un PLAN MONDIAL DE LUTTE

L'opinion publique est alertée actuellement sur le problème de la faim qui est reconnu comme le fléau le plus important frappant l'humanité.

Que notre siècle prenne conscience de cette honte plus qu'aucun des siècles précédents, est déjà un signe de l'évolution du monde.

Désormais, un voyage du pape en Indes, un reportage sur le carnaval de Rio, une enquête sur la vie du Pérou ou du Mexique, deviennent autre chose que des récits pittoresques. On ne peut plus acheter la vérité. Il faut constater et dénoncer l'insoutenable spectacle de la misère, de la pauvreté, de la déchéance des êtres humains.

Désormais, le colonialisme agonisant d'Afrique, même lorsqu'il substitue à son règne aveugle un néo-colonialisme de sauvegarde des intérêts capitalistes, ne peut nier plus longtemps le problème de l'existence de l'homme, son particularisme, son côté primitif, toujours résultats de son exploitation. Alors les bons apôtres font chorus.

On apprend de la bouche des rabbins, des pasteurs ou des prêtres que le mal doit être dénoncé et que les vertus d'hier n'étaient que des alibis. Enfin ! On entend officialiser le jugement que tant de laïques n'ont cessé de porter depuis des décades : à savoir que charité et bienfaisance ne sont que de « bons sentiments » et qu'ils ne suppriment pas la misère du monde. Oui. Des alibis tout juste bons à donner une bonne conscience à tous ceux pour qui « le bon geste » suffit à donner la paix du cœur.

On apprend ainsi, au fur et à mesure où les frontières entre pays et continents tombent, au moment où les peuples en entier se libèrent des féodalismes et font craquer les structures ancestrales, que des siècles de progrès n'ont été que des siècles de favoritisme pour certains et de mort plus ou moins lente pour la plus grande partie des hommes de cette terre.

Le missionnaire et son prosélytisme, l'explorateur et son insolite, le diplomate et ses œillères, le commerçant et ses calculs ne peuvent plus taire la vérité.

Elle éclate brusquement. Et le mal est si grand qu'il ne peut se guérir par de simples initiatives. Il faut lui trouver une solution à son échelle.

Tous les continents sont frappés. Tous les continents doivent trouver en commun l'amorce d'une solution.

Par conséquent, toutes les quêtes sur la voie publique sont inefficaces et vont à l'encontre de la solution cherchée.

Toutes les campagnes qui sensibilisent les hommes et leur ouvrent les yeux sur leur égoïsme sont peut-être utiles, mais elles ne suffisent pas à panser les plaies.

Tous les appels en commun style « œcuménique » sont peut-être un progrès, mais ils ne sont qu'une prise tardive de conscience... un vœu encore trop pieux.

Il faut peut-être passer par ce stade. Mais il ne faut surtout pas s'en contenter.

Une proposition revient souvent qui a notre accord de principe, mais

dont nous nous demandons encore comment elle peut se réaliser : c'est celle d'affecter à la lutte contre la faim une part importante des crédits réservés dans tous les pays aux dépenses militaires.

L'idée est généreuse.

La réalisation difficile. Surtout si elle reste à l'état de proposition et ne fait pas l'objet d'un engagement mondial assorti de modalités d'application et de contrôle.

Et puis, ne voit-on pas que cette panacée, à moyen terme, est encore, pour le moment, une idée, noble certes mais seulement une idée... qui chemine... quand des millions d'enfants meurent.

Non. La substitution de crédits est-elle aussi une solution insuffisante, si elle ne s'inscrit pas dans un cadre économique étudié, préparé à la recevoir et à l'utiliser aussitôt la décision prise.

La seule proposition constructive que je connaisse, je la trouve dans le rapport présenté au Comité français de la campagne mondiale contre la faim par notre camarade du P.S.U. : Gabriel Ardant. Je renvoie nos lecteurs au livre : « Plan de lutte contre la faim » paru en 1964 aux Editions des Presses Universitaires de France. Là, le problème est cerné dans sa réalité. Non seulement un « plan » est proposé, mais surtout des « modalités d'application » sont précisées.

Laissons la parole à Ardant :

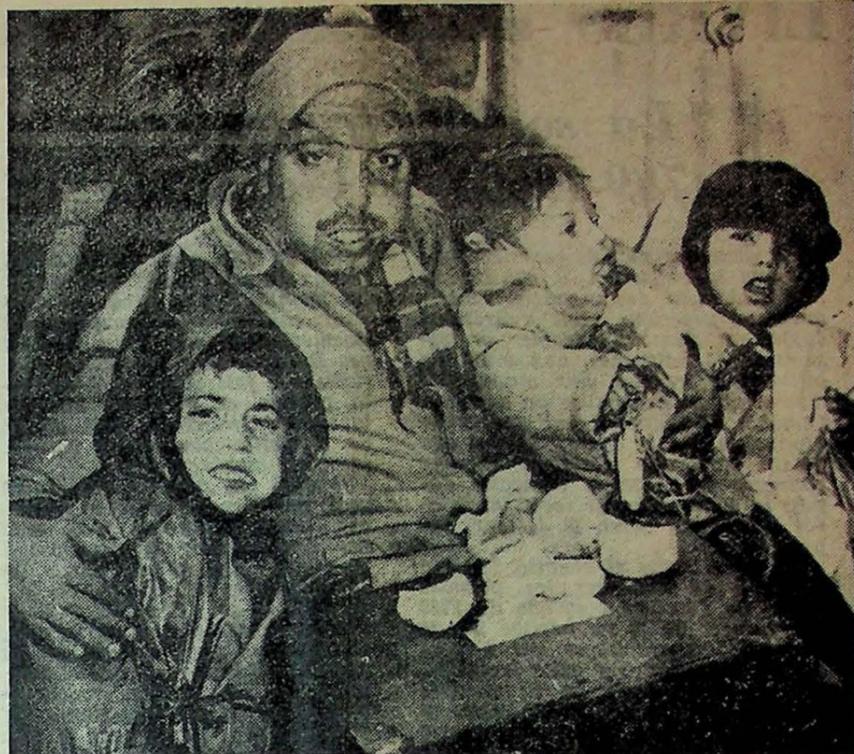
« Il n'est qu'un moyen de franchir ces limites, limites de l'aide des riches, limites de l'épargne des pauvres ; faire appel à des ressources encore inutilisées, dont la mobilisation ne privera personne, ni ceux qui ne veulent pas abandonner leur superflu, ni ceux qui ne peuvent pas renoncer à leur nécessaire.

« Or ces ressources existent, elles sont énormes, elles sont à la mesure du problème à résoudre. Ce sont les centaines de millions de chômeurs du Tiers Monde, ce sont les surplus qui encombrant nos silos, ce sont les réserves d'intelligence — ou, si l'on préfère, les marges d'accroissement de la productivité — ce sont les possibilités de production freinées par l'incertitude des débouchés, ce sont les capacités de production disponibles des pays industrialisés.

« Mobiliser ces ressources — ce qui est possible, l'analyse économique concrète, le montre — c'est la solution, et il n'en est pas d'autre, du problème du sous-développement et de la faim.

« Utiliser les ressources inexploitées du monde, cela veut dire en effet utiliser les hommes en chômage aussi bien que les terres incultes, les stocks inemployés ou les machines qui tournent au ralenti. C'est une attitude nouvelle qui n'hésite pas à remettre en cause de très vieilles structures, auxquelles la responsabilité du retard du monde peut être imputée.

« Le déséquilibre entre les efforts des différents pays est flagrant et l'on en vient à se demander s'il ne conviendrait pas qu'une règle internationale fixe le pourcentage de son revenu national que chaque pays devrait consacrer à l'aide aux pays en voie de développement.



(Photo A.D.P.)

Vivre... ou ne pas mourir !

« Lorsque l'on fera le bilan objectif de la colonisation avec tous ses aspects positifs et négatifs, on verra peut-être que le défaut principal fut de vouloir transporter, au lieu de transposer, la civilisation européenne ou américaine dans un milieu où elle ne pouvait résoudre qu'une fraction des problèmes qui se posaient, ne s'engageant pas suffisamment dans cet effort systématique d'adaptation aux conditions locales qui permit à nos pays de tirer parti aussi bien de l'héritage greco-latin que de l'apport de techniques orientales et des puissances d'invention locales.

« La faim est née dans une large mesure du déséquilibre créé par l'insuffisante attention portée aux équilibres traditionnels, à la nécessité de les remplacer, lorsqu'ils étaient détruits, par de nouvelles formules, au souci de ne pas provoquer des imitations impossibles, à une préoccupation qui ne fut pas suffisante de mettre le progrès à la portée de chaque terroir, de chaque village, de chaque famille.

« Peut-être la Campagne contre la Faim, avec sa préoccupation très terre à terre de promouvoir chacune des petites améliorations qui permettront à chaque homme de produire quelques quintaux de plus, de mieux conserver sa récolte, de modifier ses menus, d'épargner de la fatigue, d'économiser l'usage de l'eau, d'étendre son champ, pourrait-elle apporter ce qui manquait à des projets trop coûteux et trop spectaculaires — tout en marquant les conditions d'ensemble qui permettraient la réalisation de projets au fond plus ambitieux puisqu'ils visent à éliminer rapidement cette misère à laquelle nous risquons de nous accoutumer.

« La Campagne contre la Faim peut apporter autre chose : son nom même y incite.

« Nous avons souligné l'importance de l'innovation. Comment ne pas être frappé de l'hésitation où l'on est bien souvent devant de menus obstacles que l'on n'ose franchir simplement parce qu'il faut sortir des chemins battus et d'une sorte de prison de routine que l'on a soi-même édifiée ? En temps de guerre, de semblables difficultés n'existent pas : l'armée qui manque d'officiers et de sous-officiers en forme en quelques mois, l'industrie de guerre forme ses contremaîtres et ses ouvriers avec une main-d'œuvre tout à fait novice — que l'on pense à la conversion de l'économie américaine à partir de 1941 — les industries nécessaires sont créées, à

des millions de kilomètres, comme le fit l'U.R.S.S., l'orientation de la production agricole est transformée — que l'on songe à l'exemple de l'Angleterre ou à d'autres. Nous sommes frappés de voir que de tels efforts, de tels changements d'habitudes plus modérés, apparaissent inconcevables parce que nous agissons en temps de paix.

« Si les mots Campagne contre la Faim veulent dire quelque chose, ils doivent signifier le souci d'appliquer : volonté, esprit d'invention, et, disons plus, capacité d'enthousiasme, tout ce à quoi la guerre n'a cessé depuis des siècles de faire appel, à une autre guerre, celle dont nous avons essayé d'esquisser le plan d'opération.

« A cette condition elle sera gagnée. »

Il n'y a rien d'autre à dire sinon qu'un Parti socialiste ne peut et ne doit pas rester étranger à cette politique. Là comme en bien d'autres problèmes, il doit être à l'avant-garde. Le sort de l'Homme est en cause.

Harris PUISAIS.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :
ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél : SUF 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e)
Tél : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche
6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
52-61, rue La Fayette Paris (9^e)

LIVRES

“La société française : 1789-1960” de Georges DUPEUX.

Les ouvrages publiés comme celui-ci dans la collection U constituent non seulement des manuels d'enseignement supérieur mais s'adressent également aux responsables professionnels et politiques, aux militants ouvriers et ruraux, aux animateurs d'associations culturelles ou de mouvements de jeunesse, aux cadres de l'industrie. A cet égard, le livre que notre camarade Georges Dupeux consacre à la société française depuis la Révolution (1) revêt un intérêt particulier pour le lecteur engagé.

De façon claire et vivante, l'auteur s'efforce de discerner les grandes lignes de l'évolution sociale de 1789 aux années 60. Il ne néglige pas le facteur démographique qui a pesé d'un grand poids sur cette évolution, le recul persistant de la natalité amorcé à la fin du XVIII^e siècle et poursuivi jusqu'à la seconde guerre mondiale ayant abouti à un vieillissement de la population qui ne pouvait avoir pour conséquences qu'un renforcement des tendances conservatrices.

Dans l'introduction, Georges Dupeux étudie les migrations intérieures et les migrations professionnelles qui ont eu notamment pour effet une diminution de la population vivant de l'agriculture (plus des deux tiers à la veille de la Révolution contre environ le cinquième aujourd'hui). L'auteur souligne également les progrès de l'économie française depuis la dernière guerre et en particulier le véritable « démarrage » qui a eu lieu aux environs de 1950.

Dans les autres chapitres, Dupeux décrit les classes de la société française considérées à différentes époques : à la fin de l'ancien régime, après la victoire de la Révolution jusqu'à la Commune (alors qu'on s'oriente vers la société industrielle), de la Commune à la « Belle Epoque » (c'est-à-dire jusqu'à la première guerre mondiale), enfin de 1914 à nos jours (où s'est constituée ce que l'auteur appelle la « société du XX^e siècle»). En parcourant le livre, on a donc une idée de la façon dont ont évolué les classes en présence : aristocratie, bourgeoisie, paysannerie, classe ouvrière, le destin de chacune d'elles étant naturellement étroitement lié au développement des forces productrices (comme diraient les marxistes).

Le déclin irrémédiable de l'aristocratie

A la fin de l'ancien régime, la structure verticale de la société (c'est-à-dire la division en ordres : noblesse, clergé, tiers état) ne correspondait pas à la division horizontale, la bourgeoisie le disputant en richesse et en capacité à l'aristocratie et les ordres privilégiés eux-mêmes étant stratifiés (les hautes dignités ecclésiastiques étant par exemple l'apanage de la noblesse).

L'aristocratie a joué en fait le rôle d'apprentie sorcière : en se dressant contre la monarchie, en imposant au roi la convocation des Etats généraux, elle a déclenché une révolution qui deviendra bientôt « bourgeoise et populaire ».

Même si elle a pu sauvegarder ou récupérer une partie de ses terres vendues comme biens communaux, la noblesse est la grande vaincue de la Révolution. La Restauration, elle-même, ne rétablira pas sa puissance. Moins apte que la bourgeoisie à l'activité industrielle et commerciale, la vieille aristocratie est vouée au XIX^e siècle à un déclin irrémédiable. Même « si elle épouse des héritières, elle n'épouse pas son temps ». Enfermée dans ses nostalgies, elle ne régnera plus, sans certaines campagnes, que sur des groupes de plus en plus restreints de fidèles.

Ancienne et nouvelle bourgeoisie

De la bourgeoisie dans son ensemble, il est plus difficile de parler. On sait bien qu'elle est la grande bénéficiaire de l'ordre issu de la Révo-

lution de 1789, mais dès le début de cette révolution, elle revêt différentes formes, elle se subdivise en plusieurs catégories qui occupent successivement le pouvoir. Ainsi, note Georges Dupeux, la « révolution des juristes » a fait place au triomphe de la grande et moyenne bourgeoisie (avec les Girondins) puis au règne de la petite bourgeoisie parisienne, jacobine, montagnarde.

Il n'est pas douteux que les bourgeois ont disputé les biens nationaux aux paysans souvent trop pauvres pour en acquérir. Il n'est pas douteux non plus qu'une partie de la bourgeoisie a été ruinée sous la Révolution et sous l'Empire, mais aussi qu'une classe de « nouveaux riches » est apparue alors notamment grâce aux fournitures aux armées. Par ailleurs, les propriétaires fonciers (incluant la couche supérieure de la paysannerie) constituent « l'assise fondamentale de la société française dans la première moitié du XIX^e siècle ».

Cependant le développement de l'industrie va de pair avec celui de la grande bourgeoisie industrielle, financière, commerciale autour de laquelle gravitent avocats, fonctionnaires, universitaires, journaliers. Cette bourgeoisie, qui se montrera si dure à l'égard du prolétariat ouvrier et dont le règne sera évident à partir de la Monarchie de Juillet, ne constitue pas non plus un ensemble homogène ; Dupeux estime que jusqu'en 1870 la bourgeoisie industrielle est une « caste ouverte ».

Ce qu'il faut souligner également, c'est le caractère très différencié du patronat, la concentration — en dépit de progrès scientifiques et techniques considérables — étant moins grande que dans les pays voisins ; au contraire, on assiste à la fin du XIX^e siècle, à une multiplication des entreprises industrielles et commerciales (en particulier dans le bâtiment).

Un autre facteur vient également contrarier le règne de la grande bourgeoisie : c'est la montée d'« une couche sociale nouvelle » annoncée par Gambetta, c'est l'aspiration à jouer un rôle politique dont témoignent les « capacités » (avocats, notaires, médecins, ingénieurs, journalistes, enseignants, fonctionnaires d'un rang moyen).

Cette nouvelle bourgeoisie contribuera beaucoup à fonder la III^e République et fera la fortune du parti radical dont l'auteur montre bien l'évolution vers le conservatisme (c'est ainsi qu'un modéré comme André Siegfried a noté « une curieuse indifférence aux réformes chez nombre de ces radicaux qui les ont toujours à la bouche »).

D'ailleurs, si la grande bourgeoisie perd le pouvoir exécutif et législatif, elle maintient son emprise sur les grands corps administratifs, son influence sur une partie de la presse, mais non sur l'école publique.

Il n'en reste pas moins qu'après la grande peur du Front populaire, le patronat a su prendre sa revanche (le plus féroce n'étant pas le plus riche). Il en ira de même après les réformes de la Libération ; Dupeux montre en particulier que les directions des entreprises nationalisées, largement ouvertes au début à des hommes de gauche, ont été investies par les commis du grand patronat.

Les incertitudes de la paysannerie

Si la paysannerie a bénéficié également de la Révolution de 1789, en premier lieu de l'abolition des droits féodaux, en fait encore mal dans quelle mesure elle a profité de la vente des biens nationaux. Il est clair, en tout cas, que « la passion de la terre » a conduit beaucoup de paysans à s'endetter, ce qui est bien connu mais peut s'expliquer du fait que les progrès de la productivité sont demeurés longtemps très faibles en agriculture.

Il est clair également que sous le Second Empire la paysannerie a constitué une masse conservatrice, encore qu'une tradition de gauche soit apparue chez les agriculteurs de certaines régions (notamment dans le Midi).

Cependant l'exode rural, cause et conséquence du progrès technique, devait contribuer à modifier la mentalité paysanne, ainsi que l'avait déjà fait la Révolution qui aboutit au malchusianisme démographique pour la sauvegarde du patrimoine et à une certaine déchristianisation des campagnes.

Ce qu'il faut noter aussi, c'est naturellement la différenciation sociale qui s'opère au sein de la paysannerie entre ceux qui emploient de la main-d'œuvre et ceux qui vivent de leur exploitation familiale, qu'ils soient ou non propriétaires — ce qui n'entraîne pas toujours un lien direct avec telle ou telle attitude politique. Ainsi que l'écrivait Jacques Fauvet en 1958 : « A l'extrême diversité du monde agricole correspond une extrême diversité du comportement politique, à tel point qu'à la différence de la classe ouvrière, les paysans constituent une clientèle pour tous les mouvements politiques sans exception ».

Ce n'est donc pas essentiellement sur l'analyse des résultats électoraux qu'il faut s'appuyer pour comprendre l'évolution du monde agricole.

Citant la Révolution silencieuse de Michel Debatisse, Georges Dupeux en voit les signes dans la « révolution des tracteurs », le recours au crédit, les manifestations paysannes, le souci non plus exclusif de la revalorisation des produits, la revendication de réformes de structures, la recherche d'une politique à long terme des excédents agricoles — toutes choses qui devraient rapprocher les jeunes agriculteurs des représentants les plus éclairés de la classe salariée. Et l'auteur dénonce à ce sujet « le mythe de l'unité paysanne » entretenu par les notables conservateurs qui dominent encore une partie du syndicalisme agricole. Toutefois, Dupeux se demande si le paysan, menacé d'assujettissements par les trusts fournisseurs et clients de l'agriculture, pourra échapper à la « prolétarianisation ».

Du prolétariat aux « couches nouvelles »

La classe ouvrière, qui n'avait joué qu'un rôle épisodique dans la Révolution de 1789, ne devait apparaître au grand jour, sur la scène de l'histoire, qu'au XIX^e siècle en raison du développement de la grande industrie.

Encore s'agissait-il d'un prolétariat misérable, très différent de ce qu'est devenue actuellement la classe salariée protégée par des lois sociales et bénéficiant, dans une certaine mesure, des fruits de l'expansion.

Les seuls « prolétaires » aujourd'hui ne sont plus guère constitués que par les personnes âgées et les « économiquement faibles ».

Il ne s'en suit pas pour autant que les salariés aient dans la nation la place qui leur revient. Le piétinement des partis de gauche et la division syndicale demeurent sans doute les causes fondamentales de cette situation.

A cet égard, Georges Dupeux incrimine la tradition anarcho-syndicaliste française : « L'affadissement du socialisme étant en germe dans l'isolement obstiné du syndicalisme ». Jaurès, qui était partisan d'un rapprochement, estimait que « le syndicalisme s'élargit naturellement en socialisme ». Souhaitons qu'il en soit ainsi pour l'avenir. Pour l'heure, nous ne pouvons que constater la « radicalisation » de la S.F.I.O. de plus en plus privée de base ouvrière.

Il ne faut non plus considérer que dans la France actuelle, « véritable musée de l'industrie », la classe salariée soit en passe d'être dominée par la « nouvelle classe ouvrière » chère à notre ami Serge Mallet. Et pour-à notre ami Serge Mallet a retenu ces « couches nouvelles » retiennent longuement l'attention de Georges Dupeux à la fin de son livre. Il décrit le comportement des travailleurs des secteurs avancés dont il note la soif de sécurité, l'intégration à la vie de l'entreprise, le taux de syndicalisation élevé, l'aspiration au contrôle de la gestion, avec un « contrôle au repliement corporatif » dans lequel Mallet a mis en garde : « Toute orientation gestionnaire dans une entreprise débouche nécessairement, pour être efficace, sur une prise de position globale au niveau de l'économie tout entière. »

Dupeux étudie également ce qu'il appelle les « nouvelles classes moyennes », c'est-à-dire les cadres dont le nombre s'accroît, en pourcentage de la population active, plus vite que celui des ouvriers. D'ailleurs, « au niveau des techniciens, la ventilation en « cadres » et « ouvriers » est presque impossible ». Soucieuse d'efficacité, de promotion individuelle, cette catégorie sociale (où les femmes ne sont qu'une faible minorité) a le comportement ambigu de toutes les classes moyennes. Sa « résistance à l'idéologie » a été souvent signalée, encore qu'il conviendrait de distinguer à ce sujet entre les cadres de formation scientifique et ceux de formation juridique et littéraire. Toutefois, les uns et les autres sont peu attirés par l'activité syndicale.

Avides de confort, peu respectueux des valeurs bourgeoises traditionnelles non plus que des valeurs ouvrières, les cadres sont volontiers « dépolitisés ».

Il est vrai qu'ils ne sont pas les seuls dans une société où la préoccupation des vacances tient de plus en plus de place. S'il a accentué, le régime gaulliste n'a donc pas créé la « dépolitisation » comme le croit la vieille gauche.

En fait, cette « dépolitisation », comme le montre Georges Dupeux, est relative, ainsi qu'en témoigne le développement des groupements professionnels, culturels, familiaux, etc. Et l'auteur de conclure : « La politisation des jeunes générations se réalise dans des conditions nouvelles et sous des formes différentes de celles d'autrefois, mais que ne sont peut-être pas moins efficaces. »

C'est un phénomène que le P.S.U. a toujours considéré avec attention. Cette remarque faite, ajoutons que le livre de Georges Dupeux, enrichi d'une bibliographie, de documents et de tableaux chronologiques, est un instrument indispensable à la compréhension de la société française d'aujourd'hui.

Maurice Combes.

La situation en Espagne

Réunion d'information

sur La situation en Espagne, le lundi 5 avril, à 20 h 30, au Musée social, 5, rue Las Casas, organisée par le Comité international de soutien aux antifascistes ibériques (C.I.S.A.I.).

A tous ceux qui veulent aider le P. S. U.

Je m'engage à verser tous les mois, pendant l'année 1965, au P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e, la somme de :

NOM : Prénoms :

Adresse :

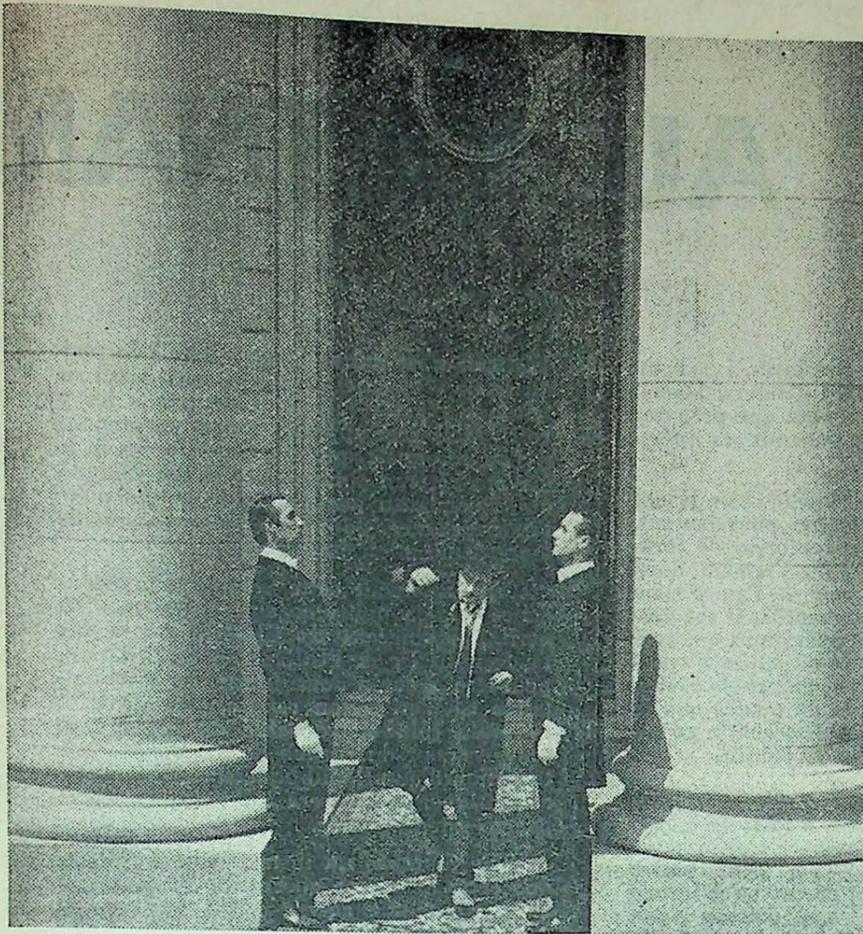
Signature :

C.C.P. P.S.U. n° 14020-44 Paris.

(1) Armand Collin, éd. : Série « Histoire contemporaine ».

CINÉMA

“YOYO” de Pierre ÉTAIX



Monsieur (Pierre Etaix) s'ennuie dignement.

Les clowns ont l'âme morose ; l'argent ne fait pas le bonheur, etc. Sur ce type d'aphorismes qui courent les antichambres des producteurs on a

déjà réalisé quelques films comiques d'excellente facture. On, c'est-à-dire Chaplin (Limelight) ou Capra (Vous ne l'emporterez pas avec vous), pour ne citer que deux maîtres illustres.

Pierre Étaix, qui a fait ses preuves de gagman, il y a deux ans, avec Le Soupirant, a imaginé de combiner les deux formules : un milliardaire se morfond dans son palais aux allures d'Elysée ; un enfant de la balle (Yoyo) rêve d'autre chose que de voyages cahotants à bord de la roulotte maternelle. Le lien entre les deux « héros » ? Une belle écuyère (Luce Klein) que le milliardaire a aimée, jadis. L'enfant, bien entendu, est le fruit de leurs amours passagères. Il est né aux alentours de 1918. Ce qui fait qu'en 1929, après la fameuse crise économique, plus rien n'empêche le milliardaire ruiné de rejoindre l'écuyère à l'épouvanté visage pour partager avec elle et son gentil bâtard (Philippe Dionnet) la vie romantique des baladins...

Yoyo, en grandissant, deviendra un clown célèbre, riche et adulé. Il retrouvera le palais paternel et le parc en friche ; remettra le tout en état... et s'ennuyera ferme, à son tour, au milieu de ses admirateurs.

Je vous laisse le soin de découvrir la fin de cette histoire volontairement édifiante où la morale vient barrir pour remettre chacun à sa place. Cette fin importe peu en vérité. Ce qui compte c'est l'art subtil, inventif, constamment contrôlé, de ce Pierrot d'Étaix qui jongle élégamment avec ses trouvailles. Avec cet air « de ne pas y toucher », de prendre son temps, qui est l'une des caractéristiques des artistes sûrs de leur métier. Il y a des gens que cela indispose ; il y en a d'autres que cette « respiration », secrètement, enchante. J'avoue que je suis de ces derniers.

Jean-Jacques Vernon.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 30 mars au 6 avril

DE L'AMOUR

THÉÂTRE

“Andorra” à la conquête de Paris

Après une quarantaine de représentations à Aubervilliers, Andorra est, depuis cette semaine, à l'affiche du Théâtre Antoine. En accueillant ainsi, à Paris, la troupe du Théâtre de la Commune, Mme Simone Berriau marque l'intérêt qu'elle porte à l'expérience menée en banlieue Nord, depuis quatre ans, par Gabriel Garran (ses assistants et la municipalité) pour offrir au public un théâtre vivant.

Andorra, c'est le racisme (et d'abord l'antisémitisme) vu avec les yeux de la bonne conscience des paisibles ha-

bitants d'un petit pays imaginaire. Garran, dans sa mise en scène, a su retrouver, admirablement, le mouvement dialectique qui porte la pièce de Max Frisch du drame familial à la tragédie collective. C'est une réussite indiscutable, fruit, encore une fois, d'un travail collectif (cinq personnes, par exemple, ont participé à la traduction du texte original). Cet effort rigoureux et intelligent entraîne l'adhésion. On en oublie les rares erreurs commises, à mon sens, au niveau de la distribution (Marie-Christine Barraux) ou de l'interprétation (Denis Manuel).

J.-J. V.

Une nouvelle compagnie

Le prochain spectacle du « Franc-Théâtre » est actuellement en cours de répétitions. Il s'agit de « L'Assemblée des Femmes », de Robert Merle, d'après Aristophane, dans une mise en scène de Raymond Gerbal. La première a eu lieu le 27 mars, au Centre culturel de Châteauroux. La « générale » est fixée au 8 avril, au Théâtre Romain-Rolland de Villejuif ; puis le spectacle poursuivra sa carrière en banlieue, notamment à Aubervilliers, Versailles, Ivry, etc.

Nous espérons pouvoir vous donner prochainement notre avis sur ce spectacle et cette Compagnie que nous ne connaissons pas encore. — M.D.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom
Prénom
Adresse
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15').

pour quelques jours encore...
prix exceptionnel de souscription pour les lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE

18 mois **49 f** par mois

Tous les romans de JEAN-PAUL SARTRE

Edition de luxe numérotée
Tirage limité, sur les presses de l'Imprimerie Nationale

LA NAUSÉE - LE MUR
L'ÂGE DE RAISON - LE SURSIS - LA MORT DANS L'ÂME

En 5 volumes illustrés de lithos originales en couleurs de W. Spitzer

Bon pour une documentation gratuite à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle Paris (7^e)

Nom
Adresse
Profession T.S.1

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



LE LITTRÉ

la seule édition intégrale et conforme du célèbre DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE (Edition Gallimard Hachette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS I

"Une extraordinaire réussite, ce Littré".

JEAN PAULHAN

de l'Académie Française

"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".

MAURICE GARÇON

de l'Académie Française

"Un cadeau royal et précieux".

FRANÇOIS MAURIAUC

de l'Académie Française

"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure ; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".

MARCEL JOUANDEAU

"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".

RAYMOND QUENEAU

de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée.

La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e) (Valable seulement pour la France Métropolitaine)

Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)

comptant à réception des volumes : 406 Fr.

en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35

en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom Profession

Adresse Signature

N^o C.C.P. ou bancaire.....

T. S. 2

Abonnez-vous

à TRIBUNE SOCIALISTE

Pour le boycott du régime de Saigon

"L'ESCALADE" AU VIETNAM

La guerre civile du Vietnam du Sud a maintenant cessé d'être une affaire « intérieure », si elle l'a jamais vraiment été. Depuis plusieurs mois, l'intervention américaine dans les opérations militaires s'est étendue au Vietnam du Nord. La Chine et l'U.R.S.S. ont décidé d'aider plus complètement le Vietnam du Nord à se défendre et le Vietcong du Sud à attaquer. Le Cambodge (et le Laos) cherchent à faire prévaloir une solution « neutraliste », avec l'appui discret (très discret) de la France et de la Grande-Bretagne. A « l'escalade » militaire vers des formes de combat de plus en plus puissantes se joint une « escalade » politique qui aura des répercussions considérables dans tout le Sud-Est asiatique. L'heure est venue où les mouvements populaires et socialistes sont obligés d'intervenir, sous peine de voir la situation approcher du terme de toute « escalade » : l'éclatement d'un conflit atomique — pour la première fois.

On ne peut se dissimuler la gravité de cette situation, qui met en déroute les opinions répandues sur l'impossibilité de la grande guerre par suite de « l'équilibre de la terreur » et des impératifs d'une stratégie de « dissuasion ». Ce n'est pas la « dissuasion » mutuelle de l'U.R.S.S. et des U.S.A. qui empêchera la population du Vietnam du Sud de chercher à se débarrasser d'une dictature militaire et capitaliste qui la mène à la ruine, sous la houlette des militaires américains... Pour une fois, localiser le conflit, c'est accroître les risques de guerre généralisée. Généraliser la recherche d'une solution politique et sociale, c'est au contraire offrir la possibilité de réduire l'extension du conflit militaire.

Ce qui est en jeu, depuis des mois et des années, c'est le pouvoir à Saigon. Les Américains, en particulier les militaires, refusent de voir cette évidence. Pour eux, il s'agit d'un conflit entre nations : le Vietnam du Nord et la Chine attaquent le Vietnam du Sud, par personnes interposées. Voilà tout. Si telle est la logique de la guerre, il faut faire cesser l'appui que le Vietnam du Nord et la Chine accordent au Vietcong. Conclusion : appui militaire renforcé au gouvernement, ou plutôt à la succession des gouvernements de Saigon. En 1960, il y avait quelque 800 « conseillers » militaires américains au Vietnam. Aujourd'hui, il y en a 27.000, dont 6.000 aviateurs, 1.150 marins basés à terre et 4.900 marines récemment débarqués à Da-Nang. Les raids aériens sur le territoire vietnamien du Nord ont eu lieu exceptionnellement en juin et août 1964. Ils se sont répétés en février 1965, et multipliés en mars. Ils sont devenus presque quotidiens. Le napalm et les gaz paraly-

sants sont couramment employés. Les bombes nucléaires sont à pied d'œuvre. Hanoï, incapable de riposter, ne peut que préparer sa défense. Le Vietcong poursuit ses opérations de harcèlement.

L'appui de Pékin, de Moscou et de Hanoï au Vietcong ne diminue pas pour autant. Bien au contraire, il se renforce, de sorte que le potentiel défensif du Vietnam Nord pourra devenir d'un jour à l'autre une force offensive. A ce moment-là, il est possible que s'engagent des opérations qui rappelleront aux Français la situation d'avant 1952, et aux Américains la guerre de Corée. Et il serait alors absurde de penser que le Cambodge, la Thaïlande, l'Indonésie ne seraient pas entraînés dans le conflit.

Telle est la menace à laquelle le mouvement socialiste mondial a à faire face.

Le « rapport de forces », pour parler comme les militaires, est encore en défaveur des puissances d'Asie. Hanoï dispose d'une force de près de 500.000 hommes, mais de peu d'aviation et de blindés. Cependant, la Chine a plusieurs millions d'hommes sous les armes, et dispose déjà, sans doute, de quelques bombes atomiques, sans parler d'une aviation nombreuse. Toutefois, la situation impose aux uns et aux autres une attitude défensive, au sujet de laquelle se font jour des divergences. Moscou préfère doter Hanoï d'un matériel de défense approprié : canons et fusées anti-aériennes, avions. La Chine paraît plus disposée à utiliser le Vietcong comme force d'insécurité accrue contre les troupes américaines.

De toute façon, la logique actuelle de l'affrontement conduit à deux issues : ou bien l'action américaine finira par entraîner une riposte du même genre de la part du Nord-Vietnam et de la Chine, et l'ancienne Indochine deviendra une Corée nouvelle ; ou bien le pouvoir militaire de Saigon s'effondrera, et la recherche d'une solution politique nouvelle, qui fédérerait les deux Vietnams, deviendra possible. Ce qui paraît le moins probable, c'est qu'une sorte d'armistice puisse s'établir sur les positions actuelles, car l'immobilisation des forces du Front de libération du Sud-Vietnam équivaldrait à un renforcement de la dictature militaire à Saigon.

Sans doute, les alliés du Nord-Vietnam ne paraissent pas aussi unis qu'ils l'auraient été avant l'éclatement du différend sino-soviétique. Moscou envoie à Hanoï un matériel défensif. Pékin semble vouloir conserver le contrôle de l'aide à Hanoï. Ni Moscou, ni Pékin, pour des raisons différentes, ne sont disposés à demander la convocation de la Commission pour l'application des accords de Genève, présidée par la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S., car celle-ci ne pourrait, dans le meilleur des cas, que paralyser l'action du F.L.N. au Sud, bien qu'elle puisse avoir pour effet d'ébranler un peu plus l'autorité des cliques militaires de Saigon.

Il paraît cependant évident que, pour sa part, le gouvernement de Hanoï souhaite mener son action dans une relative autonomie. Ho Chi-Mih, Phan Van Dong et Vo Nguyen Gian sont les leaders d'un pays qui a conquis l'indépendance par ses propres forces. *L'Observer* de Londres écrit le 28 mars : « Un des aspects les plus remarquables de toute la guerre du Vietnam est la grande mesure dans laquelle Ho Chi-Mih est resté son propre maître. On peut admettre que l'absence continue de forces russes et particulièrement chinoises au

Vietnam n'est pas seulement due à la prudence de Moscou et de Pékin, mais aussi au fait que Ho Chi-Mih ne tient pas à les y voir. Mais ceci apparaît moins surprenant si l'on reconnaît que Ho Chi-Mih est à la fois un vétéran communiste et un homme qui a combattu pendant toute sa vie pour l'indépendance de l'Indochine vis-à-vis de toute domination étrangère. »

C'est justement cette volonté d'indépendance que la politique américaine met en péril. En obigeant Ho Chi-Mih à recevoir l'aide militaire de l'U.R.S.S. et de la Chine, peut-être demain sous forme de « volontaires », Washington rendra plus difficile la seule solution véritable du conflit : le renversement du régime de Saigon et l'instauration d'une République socialiste et démocratique, et poussera à l'extension d'une guerre internationale.

Il ne faut pas un instant perdre de vue que cette deuxième guerre du Vietnam est avant tout une guerre civile, une guerre sociale, et qu'elle perdra ce caractère si elle devient une guerre internationale. A Saigon règne un régime d'oppression toujours fondé sur la grande propriété foncière capitaliste, sur le grand commerce capitaliste, sur la liaison avec les intérêts impérialistes américains, anglais et français. Le pouvoir militariste a installé l'anarchie administrative et perdu le contrôle sur les deux tiers du pays. C'est sa chute qui constituera la vraie solution de la crise actuelle et la possibilité d'un rétablissement de la paix. Et sa chute dépend de la fin du soutien que lui accordent les forces armées américaines.

Les stratèges américains se flattent de rétablir l'ordre si le Vietcong cesse de recevoir un appui du Nord. Mais nous savons que même si cet appui venait à diminuer, ou à manquer, l'instabilité du régime de Saigon ne ferait que s'aggraver, et que le pouvoir militariste continuerait à être battu en brèche. La lutte continuerait.

Aujourd'hui, le devoir est d'empêcher l'extension de la guerre en travaillant à la chute du régime de Saigon, dernier héritier de la politique française récupérée par les U.S.A. Le retrait des troupes américaines peut en être une condition, mais, comme l'ont déjà indiqué des « conciliateurs », ce n'est pas une condition indispensable. L'essentiel, c'est que les U.S.A. cessent leurs attaques contre le Vietnam du Nord et cessent de se mêler de la politique vietnamienne.

Une campagne mondiale pour le boycott du régime de Saigon, la cessation des relations commerciales et maritimes avec lui, une rupture des relations diplomatiques, serait plus efficace que les tentatives de compromis sous l'égide de la Grande-Bretagne et de l'U.R.S.S. Ce serait aussi l'occasion de mobiliser les travailleurs contre le danger de guerre atomique, même limitée, qui se précise. Car la pire épreuve serait le déclenchement d'une « guerre atomique limitée », qui montrerait la vanité des théories sur la « dissuasion globale », chères à de Gaulle et à ses généraux. Déjà, les forces américaines ont mené une « guerre des gaz limitée ». Demain, on en viendra aux fameuses bombes « propres ». Aujourd'hui, il est encore temps d'intervenir pour le boycott du régime de Saigon, tout comme la paix a été rétablie en Algérie avec l'indépendance lorsque le pouvoir militariste d'Alger, isolé, fut mis finalement hors d'état de nuire.

Pierre Naville.

MEETING POUR LA PAIX AU VIETNAM

Les Etudiants du P.S.U. ainsi que l'ensemble des syndicats et organisations politiques démocratiques de professeurs, de chercheurs et d'étudiants appellent à participer au meeting qui se tiendra dans la cour de la Sorbonne le jeudi 1^{er} avril, à midi, pour protester contre l'agression américaine au Vietnam.